



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



Sommaire

Nouvelles du Groupe Futurovest	02
Envoi : UE New Age ou Old Fashion ?	03
Cogito n°01 : Artisanat 2030	05
Cogito n°02 : Démographie, fécondité, prospérité	09
Cogito n°03 : Orgueil et climat	11
Mémoires du futur : Sélections, bibliographie, Web	13

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du **Groupe Futurovest**, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue **FuturWest** ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous.
contact@futurovest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROVEST

Éditée par Futurovest Sarl, Propriétaire de la marque FuturWest

au capital de 40000€ SIRET : 409 769 908 00016

3 Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient

Tél. 33 (0)2 97 64 53 77 Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futurovest.com

conception graphique : www.leschahuteurs.com

ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : Premier trimestre 2012

Conférences à venir

- « *Mainstream – Les industries culturelle mondiale et le soft power* »
Jeudi 08 Mars 2012 à Quimper – 20h00 – Salle du Chapeau Rouge
Frédéric MARTEL
En partenariat avec « *La Liberté de l'Esprit* »
- « *Science & Communication : le couple infernal* »
Jeudi 07 Juin 2012 à Pleumeur-Bodou – 20h00 – Planétarium de Bretagne
Michel CLAESSENS

Séminaire Interne

- Un S.I. ouvert à des personnes extérieures intéressées sera organisé le Samedi 28 Avril 2012 à Josselin sur le thème de recherche en cours « *Ruptures mondiales 2030 - 2050* ». Personne intéressée - contact@futuouest.com
Ce S.I. est une préfiguration du Colloque qui sera organisé sur le même thème lors de la journée des « *Vingt ans de FUTUROUEST* » le Vendredi 28 Septembre 2012.

Publications

- « *Conduire une démarche de prospective territoriale* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN – L'Harmattan 2009
La version courte numérique « Manuel de Lorient » est accessible gracieusement sur le site www.futuouest.com
- « *Développements différenciés : regards vers la Chine* » & « *Liberté, Mobilité, Prospérité* »
Les textes de Liam FAUCHARD sont en ligne (*Rubrique Initiatives*) sur www.global-local-forum.com

Formations

- Initiation à La Démarche Prospective - Vendredi 30 Mars 2012 à Lorient.

Agenda

- Se reporter au site www.futuouest.com

Alors qu'en Avril 2012 se tiendra l'élection présidentielle française, le sujet « Europe » est quasiment absent des débats, quant à sa dimension historique, à travers son organisation phare, l'Union Européenne (UE).

Les postures de certains représentants politiques s'indignant depuis plusieurs mois à propos des prises de décisions insuffisante de l'Union vis-à-vis de la crise enclenchée depuis 2008 et plus récemment avec la question des solvabilités des dettes souveraines de plusieurs Etats-membres est pathétique ... quand on constate que ce sont les mêmes qui ont appelé à voter Non au référendum de 2005 portant sur le TCE (Traité Constitutionnel Européen), qui permettait des avancées notables en matière d'intégration.

La faiblesse des réflexes franco-français tient en partie à l'hypocrisie de représentants politiques qui accusent « Bruxelles » de tous les maux alors que la Commission Européenne ne fait qu'appliquer les Traités signés et ratifiés démocratiquement.

Pour d'autres représentants, il y a une espèce de nostalgie incongrue car ils ont longtemps pensé que « l'Europe, c'est la France en plus grand » ; or, ce n'est absolument pas ça, et le réveil est d'autant plus douloureux qu'à l'aune des fonctionnements politiques, nos organisations « à la française » se révèlent obsolètes face aux défis qui se présentent.

Allemagne, Autriche, Espagne, Italie, Royaume-Uni, et demain Pologne, fonctionnent avec des organisations fédérales ou quasi-fédérales. Notre organisation centralisatrice et paralysante est dépassée. Qu'on soit pour une Europe fédérale (comme Laurent Cohen-Tanugi), une confédération des Etats-Nations (comme Claude Allègre), ou encore un cartel de forme originale à inventer et à peaufiner ... tout cela se discute. En revanche, ce qui ne devrait pas faire débat c'est l'Article 1 de tous les Traités – qui n'est souvent pas écrit – et qui justifie depuis soixante ans la construction européenne : faire de ce continent un espace de paix et de prospérité. Ceux qui oublient cet aspect fondamental sont soit mal informés, soit complètement inconscients et je les envoie se recueillir devant les monuments aux morts des deux guerres ravageuses que l'Europe connut au 20e siècle. Quels que soient les griefs vis-à-vis de l'UE, la paix connue par toutes les générations post-1945 n'a pas de prix. Que de jeunesse préservées !

Les enquêtes produites par EVS (European Value Survey) depuis 1981 montrent qu'il y a plus de proximité de valeurs entre un jeune madrilène et un jeune berlinois qu'entre le même jeune madrilène et un vieux madrilène. La libre circulation des personnes n'est pas étrangère à ce constat. Il n'est pas question de dire que l'organisation fédérale est la meilleure « en tant que telle », mais elle représente le mode d'organisation optimal pour affronter du mieux possible les mutations et les enjeux d'aujourd'hui et des décennies à venir : intégration plus poussée (économique, fiscale, sociale ...) et responsabilité accrue des acteurs régionaux via les processus de subsidiarité.

Tout ceci pour construire l'avenir de notre communauté de destin.

Cependant, la poursuite du rêve européen cher à Jean Monnet et qui a réussi le tour de force que les canons se taisent, ne saurait emprunter des voies balisées et convenues. Les difficultés rencontrées lors de la présentation du TCE (Traité Constitutionnel Européen) le montrent amplement et même amèrement. Tous les politistes sont en accord, il s'agissait bien d'un traité qui aurait ultérieurement évolué comme tous les traités : évaluations, amendement, voire disparition. L'erreur a été de faire croire qu'il s'agissait d'une constitution comme celles qui sont en vigueur dans les Etats, qu'elle soit écrite ou coutumière (comme au Royaume-Uni). L'erreur manifeste réside aussi dans la personnalisation du sujet, notamment via l'exposition médiatique du président de la commission préparatoire, Valéry Giscard d'Estaing. C'était une posture qui

rompait avec les avancées feutrées, longuement discutées, longuement négociées par des personnes qui n'avaient pas d'ambitions politiques particulières. Le rejet du TCE par les peuples français et néerlandais – et il y en aurait peut être eu d'autres si le processus de ratification ne s'était pas arrêté – a donc signifié qu'il fallait revoir la préparation des étapes à venir pour continuer à progresser.

A l'aune de la crise actuelle, les esprits lucides et honnêtes reconnaissent que c'est finalement parce qu'on n'a pas appliqué correctement et complètement le traité de Maastricht que nous nous débattons dans des affres bien définies : l'Union Economique et Monétaire puis le passage à la monnaie unique impliquait de faire converger les politiques économiques nationales, de faire converger les politiques fiscales, de faire converger les politiques sociales ce qui ne veut aucunement dire qu'il fallait en faire des politiques européennes uniformes. De ce fait, le débat sur fédéralisme ou non fédéralisme est amené à s'estomper, pour peu que les acteurs intéressés veuillent bien laisser leurs ego au vestiaire.

Comme quasiment toujours en réflexion situationniste, ce ne serait ni fédération ni confédération qui apporterait des solutions pérennes ... pérennes jusqu'à rencontrer de nouveaux obstacles qui nécessiteraient de nouvelles inventions, et ainsi de suite par incrémentation. La construction européenne par des Etats-Nations au départ dotés de solides égo est une démarche originale et qui doit, au moins encore pour des décennies, le rester. Il nous faut donc trouver la voie qui identifiera la forme choisie : non pas celle d'une remise de pouvoir à un exécutif fédéral de type américain, non pas l'exacerbation des pertes de souveraineté, mais la mise en commun des souverainetés reposant sur des cultures évidemment plurielles. Pour faire image symbolique, on peut concevoir une journée de l'Europe, fériée dans tous les Etats et avec des célébrations qui se ressemblent beaucoup tout en laissant, à d'autres moment, les Français applaudirent leurs impôts partant en fumée le jour du 14 Juillet, les Irlandais booster les consommations de bière le jour de la Saint Patrick, les Italiens célébrer Garibaldi ...etc...etc... ce n'est pas l'un ou l'autre, c'est l'un ET l'autre.

Au fond, le consensus de Copenhague reste un triptyque fort solide qui permet de rassembler de très large majorité d'Européens compte tenu des progrès qu'il y a encore à faire en ces domaines : démocratie, état de droit, libéralisme économique. A partir de ce socle accepté en commun, il nous est demandé d'inventer purement et simplement une voie nouvelle qui ne remette pas en cause les acquis (paix, solidarité, échanges culturels, marché unique, Schengen ...) et qui permette d'en construire de nouveaux, peu importe le nom que, finalement, on lui donnera, pourvu que la prospérité commune en soit la résultante principale, aussi bien sur le plan économique qu'avec des aménités sociales et culturelles.

Et pour finir sur une note optimiste, il nous faudra aller un jour prochain jusqu'au bout du rêve. Même si des lieux pratiques subsistent à Bruxelles, à Luxembourg ou à Strasbourg, il semble souhaitable aussi bien pour des raisons géographiques (géodésiques ?), symboliques, culturelles, que géopolitiques que la capitale de l'Europe soit reconnue à Vienne, en Autriche ; c'est l'évidence même.

Phil SHANAHAN / Octobre 2011

L'ARTISAN en 2030 : Regain ou Déclin ?

Notre France du début du XXI^e siècle reste, malgré ses doutes, ancrée dans le Discours de la méthode publié par Descartes en 1637. La phrase célèbre « *Cogito, ergo sum : je pense, donc je suis* », même détournée de son contexte premier, a laissé grandir une intelligentsia qui s'appropriait peu à peu les pouvoirs politiques, économiques et financiers, créant de nouveaux territoires de richesses de plus en plus éloignés des réalités quotidiennes des populations laborieuses.

Or depuis le Moyen-Age, des hommes et des femmes créent, produisent, vendent chaque jour un savoir-faire intemporel, une richesse économique de proximité, basée sur les valeurs de l'initiative individuelle et de la recherche permanente de qualité. Les Artisans (*terme reconnu en France depuis 1920 !*), opposent aux classes intellectuelles un autre statut : « *Ago, ergo sum : je fais, donc je suis* ».

Et si l'Artisanat a toujours reçu au travers de ce qu'il représente et de ce qu'il apporte, une forte reconnaissance de la Société « d'en bas », il n'en est pas de même des mandarins et technobureaucrates qui n'ont eu de cesse de vilipender les métiers des Artisans, trop manuels, trop ancestraux, trop figés dans des pratiques sans évolution puisque adoptées par des acteurs souvent peu instruits ... Ainsi allions-nous bâtir nos règles sociales et économiques actuelles sur le modèle de plus en plus décalé des plus grosses entreprises (nous dirions aujourd'hui « des entreprises du CAC 40 »), alors que 90% des entreprises européennes ont moins de 250 salariés, et que l'Artisanat en France représente près d'un million d'établissements et un actif français sur 10.

La rupture des années 2010 marque un certain « *rappel à l'ordre* » de notre société dans la hiérarchie des valeurs de création de richesse. Les dérives d'un système capitaliste et de concentration industrielle et financière excessive remettent la notion de confiance au centre des préoccupations de chacun, valeur fondamentale de la construction d'une nouvelle doctrine, plus proche du capitalisme économique d'origine où la véritable valeur ajoutée du travail avait fini par prévaloir celle des rentes.

L'Artisan redeviendra alors un acteur essentiel du développement, s'appuyant sur ses multiples forces, s'il sait parer les dangers endogènes et exogènes qui le guettent, et construire le contexte de son nouvel avenir.

1 – Artisanat, creuset de force et de richesse

L'Artisan est d'abord et avant tout un entrepreneur. Fort d'un savoir-faire particulier, acquis le plus souvent dans le cadre familial ou d'une relation très proche sous forme d'apprentissage, l'artisan se lance à son propre compte. Il devient producteur, mais aussi « *commercialisateur* » de son activité, en prise directe avec ses clients, démontrant quotidiennement sa capacité à apporter un service de qualité, mais aussi à le faire fructifier par ses démarches auprès de prospects.

Cette spécificité de la petite entreprise impose, pour asseoir sa pérennité, une grande dynamique propre au capitalisme économique. On y retrouve la proximité, l'adaptabilité, l'anticipation, l'innovation parfois. L'entrepreneur Artisan a systématiquement cette obligation morale et matérielle de devoir trouver des solutions pour satisfaire ses clients. Très pragmatique, il est proche de ses clients, dialogue et évolue avec eux, analyse ses ventes au quotidien et sait prendre les mesures correctives liées aux changements de tendance ou de marché.

Conséquence de cet esprit entrepreneurial, le monde artisanal a toujours eu cette capacité à se former et à former pour transmettre. Créateur de patrimoine, l'artisan a tout d'abord cherché à léguer son savoir-faire au sein de sa famille. Ainsi des générations de restaurateurs, de charcutiers, de bijoutiers ou de menuisiers se sont formées, transmettant une recette, une réalisation, une technique particulière répondant aux exigences de demandes immédiates et assurant l'héritage de la maîtrise du métier.

Ce rôle social ne s'est pas limité au champ familial. Très vite l'artisanat s'est organisé pour développer l'apprentissage des savoirs auprès de « Compagnons », salariés de l'entreprise, porteurs du savoir-faire du Maître Artisan. Ce modèle de formation est d'autant plus important que les implantations de ces petites entreprises sont majoritairement rurales ou au sein d'agglomérations moyennes, et stabilise ainsi les populations dans leur milieu.

Cette capacité à générer en proximité de l'emploi, du service, de la richesse, un savoir-faire et parfois préserver les traditions est la grande force que l'Artisanat a su cultiver au long des siècles jusqu'à nos jours. L'évolution technologique, supposant des investissements en capital importants, a certes changé la donne dans certains secteurs (sidérurgie, aéronautique, ...). Mais les réponses aux besoins de confiance, de qualité, de garantie, de conseil ou d'écoute, de visualisation sont autant d'atouts dont l'artisan dispose à l'aube de ce nouveau siècle.

2 – Les dangers, vieux démons internes et nouveaux démons externes

Et si les formidables atouts de l'artisanat devenaient sa faiblesse ? La légitimité approuvée de cette filière traditionnelle se heurte parfois à des attitudes qui éloignent l'artisan de sa valeur ajoutée.

A commencer par celles vis-à-vis des clients ...

A trop porter le discours et les formations vers le savoir-faire, certains oublient parfois la nécessité du savoir-être vis-à-vis de leurs clients, ignorant leurs exigences ou leurs évolutions. De plus en plus renseignés et avertis, de plus en plus arbitres de leur temps et de leurs choix, les clients n'attendent plus, veulent des réponses tangibles, exigent la qualité garantie, négocient la meilleure efficacité, reprennent le pouvoir ! Face à ce nouveau rapport de force, l'artisan est parfois décontenancé. Et s'il arrive à se corriger et à se repositionner lui-même en meilleure écoute du client, saura-t-il transmettre cet esprit à l'ensemble de son équipe : serveur, livreur, compagnon, comptable ?...

L'artisan est entrepreneur, mais le plus souvent avec un caractère déterminé et individualiste affirmé. Construit dans la tradition de la transmission, le répertoire des plus de 250 métiers de l'artisanat semble figé et cette logique des filières spécialisées provoque bien des déclinis par manque d'ouverture sur des possibilités de multi-activité ou sur des espaces d'innovation. Les syndicats professionnels sont encore organisés de façon très (*trop*) sectorielle, voir corporatiste, bloquant les possibilités de concevoir des solutions ouvertes collaboratives par rapport aux solutions égotistes et historiques du « faire ».

A ces dangers de comportements viennent s'ajouter aujourd'hui les stratégies offensives des industriels ou des distributeurs qui viennent s'immiscer dans le marché des artisans, repartageant les cartes de la valeur ajoutée et de la répartition de la richesse. Cuisine sous-vide ou surgelée, fabricants de menuiseries, franchises de coiffure, marque grand public de pain, offres directes d'intervenants énergétiques, chacun s'appuie sur l'apparente faiblesse de certains artisans, leur promettant plus de facilité, mais les désappropriant dans les faits de leur savoir-faire de fabrication, les transformant en simples poseurs ou assembleurs, avec à terme moins de richesse chez eux pour plus de richesse au niveau des grands groupes.

Ce mouvement est le vrai défi de l'artisanat de demain qui doit plus que jamais, au travers de ses instances représentatives (*CMA, Syndicats professionnels, CFA, ...*), informer les consommateurs, mettre en avant les spécificités en matière de valeur ajoutée, contrôler le cadre des chartes d'artisans

L'ARTISAN EN 2030 : REGAIN OU DÉCLIN

suite

et de la production artisanale. Aux clients aussi, à l'instar de l'agriculture biologique, de se sentir « *consom'acteur* » par des choix d'économie durable et responsable.

3 – Artisan, un avenir individuel et collectif

Etre artisan ne s'improvise pas. C'est un engagement, une responsabilité vis-à-vis du Client qui associe à son choix, parfois plus onéreux, une confiance totale dans le savoir-faire.

Mais devant cette société qui bouge, où l'offre se diversifie et se multiplie, où la valeur économique n'a pas toujours de repère, l'artisan a-t-il encore sa place dans le monde de demain ?

Le Grand Prix « *Stars et Métiers 2011* » organisé par la Chambre Nationale des Métiers et de l'Artisanat a nommé Benoit EYRAUD, artisan verrier à Saint-Priest. Ses clients : AREVA, TOTAL, SANOFI, le roi Abdallah de Jordanie pour l'Université d'Amman... La réalisation de matériels scientifiques millimétrés est bien loin de la production de masse industrielle ou asiatique. Les éléments du succès : formation, ouverture (*féminisation, recrutement de profils diversifiés*), investissements et recherche, implication, reconnaissance, disponibilité, réactivité, et qualité infaillible des produits fabriqués. Leur slogan : « *Nous réalisons ce que vous imaginez* ».

Autre slogan, autre cadre : « *Think small first : Penser aux TPE d'abord* ». Adopté en juin 2008, le Small Business Act pour l'Europe reflète la volonté de la Commission de reconnaître le rôle essentiel joué par les PME, dont l'Artisanat, dans l'économie Européenne. Facilités administratives et juridiques, soutien de l'entrepreneuriat des TPE, réduction des délais de paiement des marchés publics, statut du conjoint, aide à l'exportation, aux transmissions, à la « *seconde chance* », ... Dès 1973, le succès du livre « *Small is beautiful* » de E.F. SCHUMACHER a exposé l'efficacité de l'entreprise à échelle humaine, de la proximité sociale, de la prise en compte environnementale. Et l'évolution actuelle de la société résonne particulièrement bien avec la structure et les valeurs de l'artisanat, notamment celle de proximité.

Toutefois, les changements de marché, des règles sociales ou des évolutions sociétales mettent de nombreux artisans dans l'incertitude, et donc dans la nécessité de construire de nouvelles stratégies. Fin de l'individualisme et du « *on a toujours fait comme ça !* ». L'artisan entrepreneur travaille en réseau, échange, expérimente, commercialise ou achète en commun. La création de nouvelles Coopératives d'Artisans se développe, mutualisant les services et les ressources au bénéfice direct des adhérents. Ensemble, en partageant les compétences, en se recommandant les uns les autres, en s'enrichissant des formations mutuelles, les réseaux d'artisans transforment leur vision, passant du « *Quel est mon métier ?* » au « *Quel est mon client ?* ». L'offre n'est plus que technique, que basée sur le savoir-faire, mais devient plus globale, plus économique (*fidélisation, prestations élargies, après-vente, ...*), plus moderne et convaincante.

La petite entreprise artisanale a les moyens de répondre à l'aspiration du monde moderne de plus en plus uniforme de créer des moments ou des réalisations de singularité : être différente dans la mondialisation. L'Artisan de demain considère son client comme « *unique* », alliant à sa technicité professionnelle une promesse affective personnalisée. Et fort de son réseau, il conseille des réponses plus larges à son simple métier. La TPE/PME est la clé du nouveau système économique à créer, forgé sur un monde aux ressources dont on sait aujourd'hui qu'elles seront limitées (*et non illimitées*), où la flexibilité, le partage et la proximité seront les garanties de notre future société.

Denis SCHOUmacher
Directeur Général ORCAB

Organisation des Coopératives d'Achat du Bâtiment. / Janvier 2012

L'ARTISAN EN 2030 : REGAIN OU DÉCLIN suite

Pour accompagner la réflexion de Denis SCHOUMACHER, nous proposons :

- Georges LEWI « *Les défis du capitalisme coopératif* » - Pearson 2009
NDL parue dans **FuturWest N°38**.
- Günter PAULI « *Croissance sans limite* » - Quintessence 2007
NDL parue dans **FuturWest N°37**.
- Sophie BOUTILLIER « *L'artisanat et la dynamique de réseaux* » - L'Harmattan 2011
NDL dans le présent n° de la revue **FuturWest** (voir infra).

Lien :

- www.hopscotch-presse.fr/capeb/
L'ouvrage présenté se nomme « *Quelle artisans en 2025 ?* ».
Ce n'est pas à proprement parler un EPE (*Exercice de Prospective Exploratoire*) et il reprend à son compte des « *a priori* » discutables (*disons politiquement corrects*) sur le climat, la démographie, les énergies ...
Mais c'est néanmoins une présentation des perspectives qui doivent permettre au monde de l'artisanat – ô combien divers – et notamment à celui du bâtiment, de réfléchir aux mutations en cours et à mettre l'anticipation au service de l'action.

Démographie, fécondité, prospérité

Depuis que l'on cherche à mesurer la « *richesse des Nations* » [référence à Adam Smith, à la fin du 18^e siècle], des ingrédients tant quantitatifs que qualitatifs sont recherchés. L'indicateur le plus couramment utilisé est le Produit Intérieur Brut (PIB) qui est le reflet consolidé de la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises présentes sur un territoire donné en une année. La croissance mesure la variation du PIB – en volume, c'est-à-dire déduction faite de l'inflation – d'une année sur l'autre.

En France, depuis les brèves périodes de la fin des années 1980 et de 1998-2001, la croissance annuelle de l'économie est faible, ce qui explique en grande partie nos difficultés actuelles et l'aggravation des inégalités socio-économiques. Pour comparer la richesse de nation à nation, il ne faut pas simplement prendre en compte le PIB absolu mais le PIB per capita, ce qui représente le niveau de productivité d'une communauté, puis le RDB (*Revenu Disponible Brut*) des ménages qui présente l'état de la redistribution de cette richesse, soit directement via les revenus, soit indirectement via les transferts sociaux.

En PIB absolu, on trouve le classement : USA, Chine, Japon, Inde, Allemagne, Russie, Royaume-Uni, France, Brésil ...etc... On notera que le PIB des USA est 6,6 fois plus élevé que celui de la France pour une population 4,7 fois plus élevée. En prenant les PIB per capita, le classement change du tout au tout : Luxembourg, Norvège, Singapour, Suisse, USA [...], Allemagne (13^e), Royaume-Uni (15^e), France (17^e), Brésil (70^e) ...etc... On notera que le PIB d'un habitant des USA est égal à 1,4 fois celui d'un Français ; tandis que celui d'un Français est égal à celui d'un Japonais, malgré les vingt années de quasi-stagnation économique connues par l'économie nippone.

Les discussions critiques sur le PIB et sa manière de mesurer la richesse sont recevables. L'ennui est que les indicateurs alternatifs n'ont pas réussi à remplacer celui-ci de la place qu'il occupe depuis des décennies. L'IDH (*Indicateur de Développement Humain*) prend bien en compte, au-delà du PIB per capita, des données comme le niveau d'alphabétisation (*scolarité*), l'espérance de vie (*santé*), les aménités environnementales (*cadre de vie*) ... mais son usage n'est guère pratique car les calculs sont faits avec plusieurs années de retard sur les faits eux-mêmes. De plus, on constate néanmoins une corrélation forte entre PIB et autres facteurs. C'est dans les Pays les plus riches qu'on vit le plus longtemps, qu'on a accès direct et simple à l'eau potable, qu'on est bien soigné, que les enfants sont tous scolarisés, qu'on a accès à des énergies abondantes et immédiatement disponibles. Ce dernier facteur contient un lien direct : c'est dans les Pays où le niveau d'énergie consommée per capita est le plus élevé que les aménités sont les plus larges et le niveau de vie le plus élevé avec ses corollaires, espérance de vie, santé, éducation ...etc...

Un questionnement similaire se pose quant à la répartition des richesses produites en fonction de la population. Les USA bénéficient de 20 % du PIB mondial avec 4,5 % de la population totale du Globe. Pour la zone Euro, c'est 15,5 % du PIB avec 5 % de la population mondiale ; le Japon présente les ratios 6 % pour 2 %. A l'opposé, on trouve la Chine qui bénéficie de 12,5 % du PIB avec 20 % de la population mondiale ; l'Inde avec 5 % // 18 % ; le Brésil avec 2,9 % // 2,8 %. On retrouve avec ces quelques repères les caractéristiques de la « civilisation de puissance » qui s'est imposée depuis trois siècles et qui repose sur le triptyque Sciences & technologies / Ressources humaines qualifiées / Energies aisément accessibles.

D'un point de vue strictement arithmétique, on constate que le Brésil est le Pays le plus « *équilibré* » de la Planète, ce qui devrait faire plaisir aux prédicateurs du Développement Sostenable ou aux partisans de la Décroissance. L'ennui est que cet équilibre apparent existe avec des distorsions colossales de richesses et de patrimoines.

DEMOGRAPHIE, FECONDITE, PROSPERITE suite

Reste la question de baisse de la fécondité au fur à mesure que le niveau économique d'une communauté s'améliore qui semblait aller de soi. Or, des études et données récentes montrent que dans les Etats de l'OCDE (*Organisation de Coopération et de Développement Economique*) – les trente Pays les plus riches du Monde – la natalité reprend, faiblement mais sûrement. La seconde moitié du 20e siècle avait vu une baisse de la fécondité générale dans tous les Pays développés, puis dans les Pays émergents (*Chine, Brésil, Inde, Iran ...*), atteignant même parfois des niveaux faibles comme en Allemagne, Espagne, Italie, Hongrie, Slovaquie ne permettant pas le renouvellement des générations. Or, un retournement semble se dessiner dans la première décennie du 21e siècle dans des Pays comme Nouvelle-Zélande, Islande, Turquie, USA, Mexique, France ... alors que la progression du niveau de vie – même à un rythme modéré – n'a pas cessé. La compréhension du phénomène passe par les femmes : il n'est correctement perceptible et mesuré que dans les Pays où la croissance économique est liée au développement de l'emploi féminin via des accès larges aux systèmes éducatifs, où la conciliation entre vie professionnelle et maternités est rendue possible par des politiques publiques fortes.

Quant à la croissance, elle est incontournable pour améliorer le bien-être, notamment des moins favorisés. La discussion de ses contenus est légitime, mais sans croissance il n'y a même plus de discussion possible, mais une régression.

Liam FAUCHARD
FutureScan / Novembre 2011

Sources = Population & Société (INED) / N°480 (été 2011) / N°481 (septembre 2011) + Universalia 2011.

« Croire qu'on a découvert la cause d'un phénomène alors qu'on n'a fait qu'en identifier une cause parmi beaucoup d'autres est ce danger d'extrapolation ou de généralisation abusive. »

Henri ATLAN

Orgueil & climat

Le livre de Jane AUSTEN « *Orgueil et préjugés* », écrit en 1797 et publié en 1813 est considéré comme l'œuvre majeure de la romancière. C'est ce livre, relu récemment, qui a inspiré les lignes qui suivent dans lesquelles j'essaie de montrer qu'en matière de changement climatique les enjeux sont ailleurs que dans les consensus mous auxquels nous entraîne l'IPCC.

Rappelons d'abord que l'ONU a créé en 1988 trois organismes simultanément : l'IPCC – Intergovernmental Panel for Climate Change -, celui qui se nomme GIEC en français ; le SBSTA (*Subsidiary Body for Scientific and Technical Advices*) ; et l'INC (*International Negotiation Comitee*) qui est chargé, in fine, d'émettre les recommandations concernant les dispositions à prendre vis-à-vis des composantes du changement climatique. Il est d'ailleurs troublant que très peu de médias s'intéressent et publient les résultats des études du SBSTA (*en France, c'est plus simple, aucun*). Or, il est troublant de constater que les rapports du SBSTA ne disent pas exactement la même chose que ceux de l'IPCC, prenant notamment en compte les modes de production et de vie des différents peuplent de la Planète avec leurs avantages et leurs inconvénients. C'est ainsi que le SBSTA a reproché vertement à l'IPCC d'avoir globalisé les effets du méthane provenant des activités industrielles et domestiques du Nord (*et d'une partie du Sud*) avec les activités agricoles du Sud. Les rizières produisant chaque année 70 % du CH₄, faut-il décider comme le suggère l'IPCC qu'il faut interdire la culture du riz aux centaines de millions de Chinois, Indiens, Indonésiens ...etc... ?

La différence des approches entre le l'IPCC et le SBSTA peut se résumer ainsi : le premier, entraîné par sa gloriole médiatique utilise la doctrine de la peur, tandis que le second utilise la pédagogie de l'intelligence.

Les débats, au demeurant fort déséquilibrés tant les tenants d'un réchauffement climatique univoque sont surmédiatisés, ont amené des chercheurs dans des disciplines très variés à émettre des critiques envers les conclusions non-scientifiques de l'IPCC ^[1]. Au-delà de Claude ALLÈGRE a qui revient le mérite d'avoir activé la première qualité d'un chercheur, le doute, citons : Benoît RITTAUD (*Mathématicien*) ; Vincent COURTILLOT (*Géophysicien*) ; Emmanuel GARNIER (*Historien*) ; Jacques MERLE (*Océan*) ; Jean-Louis ETIENNE (*Médecin*) ; Etienne DUBUIS (*Journaliste et écrivain*) ; Freeman J. DYSON (*Physicien*) ; Stéphane SARRADE (*Chimiste*) ; Günter PAULI (*Développement soutenable*) ; Bruno TERTRAIS (*Géopolitique*) ...etc... qui ne contestent absolument pas le changement climatique : il existe bel et bien ; en revanche ils montrent que la thèse anthropique du « *réchauffement climatique* » est sujette à discussion contradictoire. Encore faut-il les lire en toute objectivité.

Les données fournies par le satellite Terra montrent, année après année, des zones de la Planète où il fait légèrement plus chaud et des zones de la Planète où il fait légèrement plus froid. Les écarts étant mesurés en dixièmes ou en vingtièmes de degrés.

En attendant les résultats définitifs des grands programmes d'études des océans tels que WOCE (*World Ocean Circulation Experiment*) et TOGA (*Tropical Ocean and Global Atmosphere*) qui ne seront livrés que vers fin 2012 (*comment se fait-il alors que l'IPCC puisse s'en prévaloir ?*), nous sommes d'un point de vue scientifique normal confrontés à, au moins trois hypothèses majeures et contradictoires (*pour éviter les dogmes, évidemment*) :

- Changement climatique qui serait dû aux activités industrielles et domestiques de nature anthropique.
- Changement climatique qui serait dû au dégazage des océans.

- Changement climatique dû à un mécanisme propre à la Terre qui reste difficile à circonscrire et à définir.

On a aussi droit à l'hypothèse de la fonte totale des glaces de l'Antarctique qui, évidemment, ferait monter le niveau des océans de 7 à 70 mètres (!) par rapport au niveau actuel. On ne peut évidemment pas rejeter l'hypothèse, mais il n'en demeure pas moins que les mesures récentes publiées par des revues comme *La Recherche* ou *Pour la Science* montrent que l'Antarctique (92 % des glaces de la Planète) ne fond pas, et à même tendance à croître légèrement.

Rappelons qu'entre 1990 et 2010, le niveau moyen des mers – ce qui localement n'a guère de signification concrète – aurait augmenté (aux erreurs de mesure près) de 60 millimètres.^[2]

Les effets des variations des éruptions solaires sur le climat terrestre ont été balayés d'un revers de main par l'IPCC. Or, comme le cycle solaire – habituellement de onze années et exceptionnellement dernièrement de treize années sans qu'on sache pourquoi – a repris, des mesures nouvelles sont disponibles à travers le programme CLOUD (CERN de Genève) pour vérifier la thèse du Danois Henrik SVENSMARK selon laquelle les astroparticules qui bombardent en permanence la Terre stimuleraient la formation des nuages et influenceraient ainsi nettement sur le climat, puisque le premier gaz à effet de serre est ... la vapeur d'eau. Résultat : le passage des rayons cosmiques a bien un effet : il augmente d'un facteur 2 à 10 la production d'aérosols.....

La thèse univoque de l'IPCC et sa traduction « *mantra* » comme quoi l'humanité doit faire face à un réchauffement climatique global est dangereuse à bien des points de vue et il faut rendre hommage à Jean-Louis Etienne d'avoir émis la formule la plus juste et la plus porteuse d'avenir : nous allons être confrontés à des « *dysharmonies climatiques* » variées, contrastées, localisées ... qui demandent des réponses caractérisées localement et non pas des postures globales valables pour la Terre entière. En effet, les décisions à prendre ne sont pas de même nature, de même amplitude, de même tailles économiques ... selon qu'on pourrait avoir à faire à une montée des eaux parfaitement maîtrisable, à des effets subtropicaux accentués, à des précipitations plus fréquentes, à des sécheresses inhabituelles, ou encore à des phénomènes de subduction comme au Bangladesh et ailleurs, là où c'est la terre qui s'enfonce dans la mer ou l'océan du fait des mouvements dus à la tectonique des plaques ... et non pas le niveau de la mer qui augmente !

Si nous restons dans le dogme unique de l'IPCC, les populations locales ne seront pas préparées à gérer au mieux les variétés des manifestations climatiques et, surtout, à hiérarchiser les priorités. Les efforts chiffrés réclamés par l'IPCC pour son approche homothétique sont de 165 milliards de dollars par an : le bénéfique en termes de vies sauvées serait marginal au regard de celui qu'il serait possible de tirer d'un investissement quatre à cinq fois moindre dans l'adaptation des cultures agricoles, la lutte contre le paludisme et la protection des côtes. Un Euro dépensé dans la lutte contre le « réchauffement » climatique rapporte 90 Eurocent ; mais la même somme rapporte 16 Euro dans la lutte contre la faim, et 20 Euro dans la santé.^[3]

Dont acte.

Liam FAUCHARD
FutureScan / Décembre 2011

^[1] Est considéré comme scientifique un fait :

A/ Observé ou mesuré via des outils et méthodes incontestés et incontestables,

B/ Reproductible par des équipes de recherche agissant indépendamment les unes des autres,

C/ Non encore réfuté, mais réfutable, sinon ce serait un dogme.

^[2] *La Recherche* – Novembre 2011

^[3] Bruno Tertrais – *L'apocalypse n'est pas pour demain* – Denoël 2011

Texte paru aussi sur www.global-local-forum.org

Comment les structures fonctionnelles aussi complexes que les virus et les réseaux de neurones émergent-elles ? Découlent-elles nécessairement d'un projet intentionnel, voire d'une volonté providentielle ? Ou bien ces ensembles complexes sont-ils capables de s'organiser eux-mêmes ? Question fondamentale ...

L'auteur démontre ici toute la richesse du concept d'auto-organisation, il fait apparaître les limites des modèles informatiques adoptés par la génétique depuis des décennies ; il fait émerger de nouvelles méthodes scientifiques pour modéliser le réel ; il bouleverse la façon dont inné et acquis se distinguent, se combinent et s'articulent.

D'une redéfinition complète de la cellule à une analyse révolutionnaire des actions volontaires et à une nouvelle conception de l'unité entre le corps et l'esprit, l'auteur nous ouvre ici de nouvelles perspectives pour penser la complexité du vivant et de l'humain.

Henri ATLAN

Le vivant post-génomique / Qu'est-ce que l'auto-organisation ?

O. Jacob – 2011 – 335 pages

Un système auto-organisateur est caractérisé par une structure et une activité globales coordonnées émergeant spontanément d'interactions locales entre les composants du système. Cette activité est distribuée sur tous les composants, sans contrôle central pour superviser ou diriger leurs comportements. L'auto-organisation établit des relations entre les composants individuels (*niveau microscopique*) et la structure et le fonctionnement du système global (*niveau macroscopique*). Ces relations ne sont pas triviales, au sens où l'on ne peut pas prédire facilement le résultat global à partir du seul examen des propriétés individuelles, par exemple par simple addition des ces propriétés. Au contraire, du fait du grand nombre de composants couplés par leurs interconnexions, des interactions simples au niveau microscopique peuvent produire, au niveau macroscopique, des comportements complexes et imprévus éventuellement adaptés à des situations nouvelles.

Puisée dans un « *Dictionnaire de philosophie* » de 2004, H.A. nous livre une définition de l'auto-organisation : « *Processus par lequel des systèmes (physiques, biologiques ou sociaux) parviennent à un état stable de manière spontanée, immanente, sans intervention de facteurs extérieurs, sans finalité.* »

Sur « *le* » génétique, l'auteur surprend son monde.

Ses investigations conduisent à une conclusion qui n'est paradoxale qu'en apparence suivant laquelle le « *génétique* », au sens originel du terme, « *n'est pas dans le gène* ». Le sens originel de « *génétique* », emprunté à la philosophie ancienne et à la scolastique, est celui de producteur d'une genèse. Si l'on entend par « *gène* » une simple séquence statique d'ADN sans élément dynamique de régulation, comme c'est aujourd'hui le cas le plus souvent, on ne retrouve pas en effet ce sens originel de genèse de structures et de fonctions.

Poursuivant ces comparaisons entre biologie et sciences sociales, l'auteur nous entraîne dans des domaines où la complication le dispute à la complexité.

C'est ainsi qu'une population apparemment homogène, par exemple une population clonale, de cellules génétiquement identiques, répond de façon hétérogène aux stimulations par des facteurs de croissance. Cette hétérogénéité est au moins en partie l'effet de fluctuations aléatoires dans l'activité de certains gènes, dont l'amplification par le facteur surajouté produit des états stables d'activités différentes dans différentes cellules. Ce qui était jusque-là considéré comme un bruit de fond moléculaire,

MEMOIRES DU FUTUR

suite

dû notamment à l'agitation thermique irréductible malgré la spécificité des réactions biochimiques, apparaît maintenant comme facteur de diversité intégré à l'organisation fonctionnelle de la différenciation cellulaire.

Henri ATLAN fait aussi appel aux travaux de Mark Taylor pour qui on peut trouver dans l'utilisation de la théorie de l'information pour comprendre l'auto-organisation biologique trois intuitions qui éclairent la dynamique de la complexité émergente dans la culture contemporaine. La complexité est composée d'un grand nombre de parties interconnectées de façons multiples ; la complexité est un phénomène émergent dont la réalisation ne peut pas être prédite de façon précise ; troisièmement, les processus néguentropiques à l'œuvre dans les organismes vivants produisent une évolution apparemment orientée vers plus de complexité.

Cependant, la pensée de l'auto-organisation n'ouvre pas pour autant sur une contemplation immobile de la cause de soi. Elle monte plutôt une activité incessante de corps/esprits, créatrice dans l'existence de conflits et de solutions aux conflits.

Le grand défi aujourd'hui est d'arriver à gérer la somme colossale de données expérimentales qui concernent les corrélations entre, d'une part, les structures et les interactions moléculaires et, d'autre part, les fonctions cellulaires, en gardant bien présent à l'esprit que la notion classique « *un gène – une protéine – une fonction* » est l'exception plutôt que la règle. Non seulement un gène code pour plusieurs protéines et une protéine est le produit de plusieurs séquences ADN, mais il arrive aussi qu'une seule et même protéine assure, dans une cellule, plusieurs fonctions totalement différentes, apparemment sans lien entre elles, suivant sa localisation et son micro-environnement.

Peut-on trouver des « *Propriétés minimales requises* » ?

Elles sont énoncées p.237 => Des buts non programmés comme tels émergent dans la simulation à partir de quatre éléments :

- 1/ Un processus apparemment aléatoire associant des états initiaux et des états finaux (*il s'agit en fait d'un processus déterministe, mais trop complexe pour être compris dans ses détails*) ;
- 2/ Une mémoire capable de conserver le lien entre un état initial et un état final ;
- 3/ Un algorithme d'apprentissage non supervisé qui établit des relations systématiques entre ces états ;
- 4/ Un ensemble évolutif d'états finaux – les buts – sélectionnés suivant leurs fréquences successives, non programmées, d'apparition.

Le lecteur friand de l'univers de la complexité pourra se reporter au très stimulant livre de Hervé P. ZWIRN « *Les systèmes complexes* » - O. Jacob - 2006, dont la NDL est parue dans le **n°27 de la revue FuturWest**.

PhS

Quelle place l'écologie réserve-t-elle à l'homme ? Sous le couvert de craintes en partie justifiées

sur l'avenir de la nature, ne risque-t-on pas de voir émerger une profonde remise en cause des conceptions judéo-chrétiennes et de la place de l'homme dans l'Univers ?

Pour l'auteur, derrière le discours scientifique ou pseudo-scientifique de l'écologie se cache en fait le retour d'une nouvelle religion reprenant de manière moderne le culte de la nature des sociétés païennes. Passionnante et vitale, cette réflexion où se mêlent religion, morale et science, nous permet de mieux comprendre les termes d'un débat qui nous concerne tous, pas seulement les chrétiens.

Samuele FURFARI

Dieu, l'Homme et la Nature / L'écologie, nouvel opium du peuple ?

Bourin – 2010 – 320 pages

L'écologie se trouve aujourd'hui au cœur de la vie moderne : rencontres internationales ; politiques nationales, régionales ou locales ; stratégie d'entreprises ; consommation des ménages ; comportements individuels, même les plus intimes ... sans que l'on sache exactement ce qui se cache sous ce vocable ou sous les concepts qui lui sont rattachés : environnementalisme, développement durable, principe de précaution, internalisation des coûts externes, changement climatique, décroissance

Pour donner un cadre à ses réflexions, l'auteur, dans son premier chapitre, apporte quelques précisions sur ces concepts. Observateur, voire acteur des grandes réunions internationales qui ont mis depuis une trentaine d'année le « sauvetage » de la Planète comme l'une des priorités de l'humanité, SM nous explique comment, touche par touche, avec parfois des tromperies intentionnelles « *l'ONU nous entraîne donc, le plus souvent à notre insu vers une vénération de la nature et une soumission de l'homme à celle-ci. L'écologie, la sauvegarde des espèces animales et végétales doivent primer sur l'homme et ses activités. L'écologie devient la religion de l'ONU et l'opium d'une nouvelle génération pourtant composée d'individus de bonne foi.* »

A cette vision du Monde, Samuele FURFARI, en homme de foi, présente longuement la vision judéo-chrétienne selon laquelle « *Dieu créateur du ciel et de la terre* » a donné la terre à l'homme pour qu'il poursuive son acte de création.

Au fil des siècles, les églises judéo-chrétiennes ont eu des difficultés à comprendre et à se situer face à la création telle qu'elle est enseignée par la Bible. SM, en érudit – il représente les églises protestantes évangéliques de Belgique – en parle longuement : Saint François d'Assises qui loue son Seigneur pour « *Notre mère la Terre* » ; Galilée et son approche scientifique, le protestantisme et son apport sur la soumission de la nature, le discours hésitant du Vatican vis-à-vis de l'environnement, les églises orthodoxes très enclines à se préoccuper de l'environnement ...etc...

Il dresse un constat critique : « *Certaines églises plus que d'autres ce sont ainsi embarquées dans le combat écologiste sans même se rendre compte de l'attelage disparate qu'elles allaient former avec ceux qui veulent tout simplement rendre désuet le judéo-christianisme.* » On approche ici le cœur de la thèse de SM : la déesse Gaïa a pris la place de Dieu, l'homme doit lui être soumis. Des hommes d'église sont prêts à faire des sacrifices à la déesse et participent ainsi au complot (?) anti-judéo-christianisme. Il est donc nécessaire de bien comprendre les origines et les différents concepts du mouvement écologiste qui s'est développé sous des formes quelque peu différentes en Europe et aux USA.

Le Robert donne la définition suivante du mot écologie « *Etude des milieux où vivent et se reproduisent les êtres vivants ainsi que les rapports de ces êtres entre eux et avec le milieu.* » L'écologie serait donc une science.

Comme veut le montrer l'auteur, le mouvement écologique qui s'est développé à partir des années

MEMOIRES DU FUTUR

suite

1960 aux USA est davantage un mouvement « révolutionnaire » qu'une démarche scientifique.

A travers les écrits, les déclarations de penseurs du mouvement, des intellectuels, voire des repentis de diverses ONG, Samuele FURFARI présente sa thèse : l'écologie (*la deep ecology*) est une nouvelle religion avec ses dogmes, ses commandements, ses recommandations, ses sacrifices... et surtout sa vision panthéiste de la nature, le culte de la déesse Gaïa.

Dans cette optique, le monde judéo-chrétien – et par extension le monde occidental – est le responsable de tous les maux dont souffre la Planète à travers le capitalisme, l'économie de marché, l'exploitation des ressources de la nature ... Il faut repenser la notion fondamentale de la pensée chrétienne d'une supériorité absolue de l'homme sur la nature. Il faut donc rejeter « l'axiome chrétien que la nature n'a pas d'autre raison d'exister que de servir l'homme. » S'il n'y a pas de « complot », pour ceux qui veulent bien ouvrir les yeux, il y a bien un projet, un plan spirituel : « *La rupture programmée des valeurs judéo-chrétiennes de l'Occident.* »

Ouvrir les yeux ne permet pas toujours de voir ce que certains veulent dissimuler avec beaucoup de détermination. Le long chapitre sur le changement climatique est significatif à cet égard. Comment l'homme peut-il faire le tri entre la vérité scientifique, les affirmations gratuites, la pression médiatique voire la position de certaines autorités morales universellement reconnues ? => SF est très critique – à juste titre – envers l'IPCC (*Giec*) et envers le film d'Al GORE, et constate que de nombreux scientifiques critiques en matière de changement n'arrivent pas à se faire entendre.

Face au projet de « *l'écologie profonde* », l'auteur interpelle le cœur de cible de son ouvrage, c'est-à-dire « *les juifs et les chrétiens dont la foi se porte en un Dieu créateur* » pour qu'ils prennent conscience des dangers inhérents au projet de rupture proposé de nos jours par le mouvement écologiste. L'enseignement de la Bible constitue, pour lui, un projet cohérent. « *Le judéo-christianisme prône l'amour d'autrui et le respect de l'ensemble de la création. En ce sens, Dieu est écolo.* » Aux chrétiens de se faire entendre.

SF reprend cette proposition énoncée par Albert Camus : « *Ce que le Monde attend des chrétiens est que les chrétiens parlent à haute et claire voix et qu'ils portent leur condamnation de telle façon que jamais un seul doute ne puisse se lever dans le cœur de l'homme le plus simple.* » Spécialiste de l'énergie, l'auteur se permet de parler longuement de théologie. Il se défend d'être moralisateur mais tout au long de son livre il ne peut éviter d'être prédicateur pour une cause qu'il croit juste et essentielle : « *La perte de vitesse du christianisme en Europe et le vide laissé par l'effondrement du communisme créent en effet un cadre idéal à une manipulation politico-religieuse de la « science » écologiste.* » Il est plus que temps d'abandonner la religion de l'environnementalisme et de faire retour à la science de l'environnement.

L'immense intérêt de l'essai de SF est de faire découvrir la partie cachée de l'iceberg « *écologie* » ; cette *deep ecology* qui en voulant faire de l'homme un intrus dans la nature conduit à un débat où se mêlent religion, morale, politique, science Nous renvoyons aussi le lecteur à Jean de KERVASDOUE « *Les prêcheurs de l'apocalypse* », NDL parue dans **FuturWest N°26**, et à Bruno TERTRAIS « *L'apocalypse n'est pas pour demain* », NDL parue dans le présent numéro de **FuturWest**.

PQ

Partout dans le Monde, la sécularisation s'accélère, alors même que les identités religieuses

MEMOIRES DU FUTUR

suite

s'affirment avec vitalité et, parfois, radicalité. Ce livre éclaire cette supposée contradiction en regard des attentes individuelles et sociales qui naissent du pluralisme actuel. Il montre les différents processus de « laïcisation » à l'œuvre avec la démocratie et les droits humains, l'individualisme ... Dans bien des régions du Globe, les Etats prennent des mesures constitutionnelles pour mettre fin au poids d'une religion officielle et permettre le pluralisme des convictions religieuses et philosophiques, ainsi que la liberté de conscience ; ils refusent les vetos religieux qui voudraient brider les libertés collectives et individuelles. Ils favorisent divers accommodements.

En même temps que cette laïcisation, d'autres Etats s'efforcent d'entretenir de bonnes relations avec certaines religions, en leur accordant des avantages matériels et parfois des droits nouveaux. Cet ouvrage de référence offre une compréhension sociologique de ces mutations religieuses et laïques en cours dans nombre de sociétés, traversées par des défis similaires, mais apportant des réponses souvent contrastées.

Jean BAUBEROT & Micheline MILOT
Laïcités sans frontières
Seuil – 2011 – 350 pages

Où l'on apprend que le premier « Etat » laïque de la Planète fut ... Rhode Island, fondé par Roger WILLIAMS (1604 – 1683), instaurant le principe de séparation entre les choses publiques de l'Etat et les choses privées des croyants.

Faisant référence à Bayle et à Locke, les auteurs expliquent que pour ces philosophes, leurs constatations de voyage étaient que « *si on compare les troubles religieux de l'Europe avec les comportements rencontrés dans des îles du Pacifique, les sociétés athées semblent plus apaisées que les sociétés religieuses ...* ».

Ne pouvant faire appel à « *l'asile inviolable de la conscience* », comme les croyants, les athées font d'autant plus preuve de loyalisme politique. C'est le paradoxe de l'athée citoyen. Par cette inclusion des athées dans la tolérance, on apporte ainsi une importante contribution à une vision plus complète de la liberté de conscience, paramètre structurel de la laïcité.

Quand Locke insiste sur le côté « *volontaire* » de l'appartenance à une « *église ou secte* », compare les organisations religieuses à des clubs privés, ne prône-t-il pas, contre l'Eglise d'Etat, l'aspect facultatif de toute appartenance ecclésiale ? Il n'affirme jamais que le magistrat doit se soucier du fait qu'un individu soit membre d'une église, peu importe laquelle. Il réclame la tolérance pour des personnes qui nient la Trinité, considérée alors comme le principe suprême du lien social. Locke tolère, en fait, l'indifférent en matière de religion, même s'il récuse l'athéisme comme doctrine.

Entre les pages 87 et 117, les auteurs explorent ce qu'ils nomment « *six idéaltypes de laïcité* », à savoir : Laïcité séparatiste / Laïcité autoritaire / Laïcité anticléricale / Laïcité de foi civique / Laïcité de reconnaissance / Laïcité de collaboration ... pour conclure que la Laïcité est toujours une réalité complexe. Dans la réalité empirique, suivant les domaines, les époques, les conjonctures géopolitiques, les requêtes des uns, les craintes ressenties des autres, la représentation dominante des grands principes démocratiques, le projets politiques en compétition ... un Etat ou des segments de la société pourront se rattacher de façon dominante à te ou tel type de laïcité et/ou mixer plusieurs types.

La différence entre les USA et la France se résume très souvent à une formule selon laquelle la

liberté religieuse aux USA évoque en général la liberté de religion face aux interventions de l'Etat, alors qu'en France, la laïcité renvoie à la protection par l'Etat, des citoyens contre les excès de la religion.

JB-MM essaye de formaliser quelques cadres à partir des principes constitutifs de la laïcité (*Liberté de conscience / Egalité des citoyens / Séparation / Neutralité*). Ils identifient les prémisses qui opposent deux grandes tendances. L'une donne la priorité aux deux moyens par lesquels un régime laïc se différencie de ceux qui ne le sont pas : la nécessaire séparation du politique et du religieux et la neutralité. L'étendue des droits fondamentaux est évaluée à l'aune de ces deux principes.

L'autre tendance n'hésite pas à critiquer ces mêmes principes comme insuffisants pour garantir le plein exercice de la liberté de conscience et de l'égalité ; leur application constituerait même une entrave à ces droits fondamentaux. Chacune valorisera donc un type de laïcité différent.

Les auteurs abordent avec précaution les « *soubresauts* » de la laïcité à la française, à travers notamment la Loi portant interdiction de signes religieux distinctifs dans les écoles (*notamment le voile islamique*) ainsi que la Loi portant interdiction du voile intégral dans les espaces publics, dite « *Loi anti-Burqa* ».

Dans une perspective de sociologie historique, il serait extrêmement étonnant que les mutations, qui se produisent à l'échelle du monde et interfèrent souvent entre elles, ne soient pas génératrices de multiples peurs, d'un sentiment de menaces diverses. Il est au contraire tout à fait banal de constater que les phénomènes de déconstruction et de reconstruction dans la société génèrent des discours et des comportements sociaux stéréotypés, fortement assurés de leur bon droit, qui représentent des similitudes frappantes avec ceux qui, en d'autres époques et en d'autres lieux, ont eu une grande crédibilité sociale.

Il est néanmoins surprenant de ne pas trouver, dans un livre qui se veut bien documenté, une analyse anthropologique des religions dominantes (*hébraïque, chrétienté, islam*) et de leurs aboutissements surprenants pour ne pas écrire sidérants, puisque, à partir des corpus théoriquement « *amour du prochain* » ... on aboutit à la « *guerre des religions* ». Comprenez qui pourra ...

De ce point de vue, les auteurs présentent une grande faiblesse en ne pointant pas les raisons de l'émergence de la laïcité, au premier chef, les obscurantismes et les superstitions récurrentes, à une époque où les connaissances scientifiques objectives n'ont jamais été aussi nombreuses.

Bref, le combat historique entre les « *croyeurs* » et les « *penseurs* » se poursuit ... laïcité ou pas.

LF

Comment les marins se sauvent-ils des tempêtes ? Et les mariniers des inondations ? Comment les montagnards se tirent-ils des crevasses ? Et les gardiens de phare d'un envahissement de rats ? Comment les savants négocient-ils le feu et les bombes des volcans ? Que disent la brise, les fleuves turbulents, le grand hurlement des loups et le silence des microbes qui foisonnent ?

Pour faire entendre le bruit de fond du Monde et la voix des vivants, l'auteur a appelé à l'aide le récit de la nouvelle, l'évocation poétique ou musicale, les raisons scientifiques et la méditation propre à la philosophie ... en une mosaïque la plus proche possible de l'expérience positive de la vie.

Michel SERRES

Biogée

Dialogues & Le Pommier – 2010 – 200 pages

Qui communique le mieux, le plus vite, le plus loin, le plus fort ? Nous autres, par l'internet, ou ces éléments du monde, le feu, la terre, l'eau ? Telle tache du soleil induit, à sa surface, une élévation de sa température dont le gradient produit, à telle latitude du Globe, un ouragan qui pousse de hautes vagues sur telle plage et apporte des torrents de pluie à telle forêt, dont, en lisière, les palétuviers vont croître de sorte que la faune aviaire alentour, profitant des canopées, proliférera en cette saison et multipliera la distribution, dans le secteur, de graines dont les abeilles, la saison venue, contribueront à polliniser les fleurs, créant ainsi une source de miel savoureux dont telle tribu

Des chaînes de ce genre, on peut en raconter mille, qui montrent que le monde connecté comme nos réseaux, se mondialisa dès sa fondation ; et que nous mimons se processus.

[p. 132]

Et, au lieu de chercher toujours des victoires temporaires qui peuvent se renverser vite en défaites définitives, au lieu de vouloir tuer ce microbe rival, qui, mutant autant de fois qu'il le faudra, tuera, quasi à coup sûr, dix arrière-petits-fils de l'enfant tantôt guéri, je tenterai plutôt de déchiffrer son langage : les signaux qu'il émet, qu'il stocke, traite et reçoit, puisque, lui comme moi, nous nous adonnons à ces quatre opérations. Essayer de prendre langue avec lui et de négocier ensemble, grâce à ces codes ainsi partagés, un pacte d'entraide et de bénéfices mutuels pour que nous passions ensemble du parasitisme à la symbiose.

Communication, interférences, traduction, distribution, passages et ponts : comment l'ordre invasif peut-il devenir dialogue réciproque ?

[p. 169-170]

Mais m'inquiète l'adjectif durable : par les temps, qu'est-ce qui dure ?

En définitive, rien. Non, le dur ne dure pas.

En langage informatique, le hard s'use ... et ne dure pas.

[p. 187]

LF

MEMOIRES DU FUTUR

suite

En France, tout ce qui pèse et qui compte se veut et se dit « sans frontières ». Et si le sans-frontiérisme était un leurre, une fuite, une lâcheté ?

Partout sur la mappemonde, et contre toute attente, se creusent ou renaissent de nouvelles et d'antiques frontières. Telle est la réalité.

En bon Européen, je choisis de célébrer ce que d'autres déplorent : la frontière comme vaccin contre l'épidémie des murs, remède à l'indifférence et sauvegarde du vivant.

D'où ce Manifeste à rebrousse-poil, qui étonne et détonne, mais qui, déchiffrant notre passé, ose faire face à l'avenir.

Régis DEBRAY
Eloge des frontières
Gallimard – 2010 - 96 pages

A l'occasion d'une intervention à la Maison franco-japonaise de Tokyo, Régis DEBRAY (RD) questionne la notion de frontière dans la ligne droite de son approche philosophique sur le sens du symbolique générateur d'une croyance partagée au sein d'un groupe social. Cette limite, qui se réfère le plus souvent à la séparation de deux Etats, lui semble menacée en Occident sous l'impulsion de la globalisation véhiculée par la Toile numérique mondiale.

Entre mainstream et ville-monde, nuages volcaniques et effet de serre, les acteurs sans-frontières – qu'ils soient médecins, reporters, avocats, banquiers, politiciens, footballeurs ... et même clowns – bénéficient d'un « *Sésame ouvre-toi* ». Les marchandises et les touristes vont à travers toutes les latitudes et longitudes. Si la globalisation s'engage sur la voie de l'uniformisation des sociétés, elle fait néanmoins face à une très forte diversité freinant la capacité à définir les bases de la civilisation planétaire. La communauté internationale cherche ses convergences que ce soit à l'OMC, à l'ONU, au GIEC ou à la FAO ... devra-t-elle attendre la menace d'Aliens venus d'une autre galaxie pour se transcender ?

La tendance majeure de la notion de frontière fait office de résistance, de repli, de rupture et à l'extrême de rejet (cf. *Ceuta et Melilla aux portes de l'Europe ; le conflit Israélo-palestinien*). Bâties autour des Etats-Nations à partir principalement du XVI^e siècle, ces limites fixes militarisées sont des simples lignes géométriques « causant la mort de millions d'hommes » comme le souligne Georges Pérec dans *Espèces d'espaces*. Encore édifiées aujourd'hui (sur plus de 27 000 km depuis 1991), elles font l'objet de 26 conflits relevés en 2009-2010 d'après le géopoliticien Michel FOUCHER.

Les frontières perdurent à travers le sport et ses compétitions internationales qui symboliquement remplacent, malheureusement qu'en partie, les guerres à l'ancienne. RD précise que « *l'équipe nationale de football sert de garde-frontière aux républiques ballonnières* ». La performance d'une équipe avive la ferveur d'un pays.

Appréhendée dans un ensemble clos, la frontière est ici identifiée comme une limite traduite en anglais par « *boundary* », qui se distingue d'un autre mot qui désigne la frontière : « *frontier* ». Cette traduction accorde plus d'importance à la dimension d'interface (« *town frontier* »).

Cette zone de contact entre deux systèmes distincts s'avère également un espace de ramification, de relais. La référence à Genève, mise en évidence avec son projet « *Genève Agglo 2030* » - ayant fait l'objet d'une note de lecture dans le **n°38 de FuturWest** – en est une parfaite illustration, d'autant que son sous-titre est « un projet pour dépasser les frontières ».

La permanence de ces espaces frontaliers se vérifie également au sein même des Etats –point sur lequel RD ne reviendra pas en tant que républicain. L'exemple des Marches de Bretagne illustre cette

MEMOIRES DU FUTUR

suite

dimension de zone tampon entre deux entités. Si historiquement elles séparaient la Bretagne de l'Anjou et du Poitou puis du royaume franc, leurs dimensions retrouvent une consistance à travers les spécificités reçues dans la tendance de la croissance démographique de l'Ouest français.

Rennes et Nantes, situées à leur contact, apportent une configuration similaire liée au processus de relations ville-campagne qui plus est métropole-périurbain-rural. Les dynamiques territoriales enregistrées sur les secteurs situés à l'Est de ces deux pôles (*Fougères, Vitré, Ancenis, Clisson ...*) sont proches, au point de constituer une entente des acteurs locaux du Nord au Sud pour inscrire les Marches de Bretagne au patrimoine mondial de l'UNESCO, delà à avoir une frontière sacralisée à l'échelle planétaire !

L'idée de la frontière permet ici de faire corps pour construire un projet. Engagée dans une réforme territoriale, les élus français pour les uns campent sur leur frontière et pour d'autres tentent d'étendre leur périmètre électoral. Au-delà de ce clivage d'apparence, les réflexions engagées ont le mérite de démontrer qu'il n'existe pas une bonne échelle ou un périmètre idéal.

M. VANIER souligne cette nécessité de creuser la piste de « *l'interterritorialité* » - telle que présentée dans une note de lecture de la revue *FuturWest* – c'est-à-dire être en mesure de prendre en compte les multiples déterminants et interactions de chaque échelle spatiale, pour définir une stratégie réunissant les acteurs au sein d'une entité qui se positionne par rapport à ses voisins et/ou concurrents. Avec cette méthode renvoyant à la démarche prospective pratiquée par *Futuroouest*, la frontière est ici transcendée, elle sert d'appui à un projet.

SG

Le Moyen-Orient est souvent associé à une modernité avortée, à l'islamisme ou encore au tribalisme. Au-delà de ces grilles de lecture qui sont revisitées, l'ouvrage définit le M-O contemporain comme le produit d'une histoire mouvementée. Il analyse notamment la question de l'autoritarisme, trait commun à l'ensemble de la Région qui surdétermine le fait politique, en partant du double concept d'hégémonie et d'ingénierie sociale. Il insiste sur la reproduction des États autant par la coercition que par une série de ressources de durabilité, parmi lesquelles un complexe jeu de cooptation.

Prenant acte d'une fatigue sociale généralisée qui se traduit par une démobilisation ancrée dans la durée, il souligne l'importance des nouveaux modes de résilience et de contestation observés dans de nombreux Pays de la Région.

Il accorde une attention particulière aux faits communautaires et minoritaires, produits de processus historiques complexes, aux rapports intergénérationnels et aux représentations du corps comme autant de déterminants de l'action politique et dans certains cas du radicalisme, islamiste ou non, dans l'ensemble du M-O.

Hamit BOZARSLAN

Sociologie politique du Moyen-Orient

La Découverte – 2011 – 125 pages

Avertissement : ce livre a été publié au tout début de l'année 2011 ... avant les événements du « *Printemps arabe* », de ses évolutions et de ses conséquences.

La page 21 présente des étapes chronologiques qui ont rythmé l'histoire du M-O, depuis la période 1918 – 1948 avec le démembrement de l'Empire Ottoman et des premières révoltes arabes jusqu'à la décennie 2000-2010 avec les attentats du 11 Septembre 2001 à New York, la deuxième Intifada, les guerres en Afghanistan et en Irak, les attentats suicides ...etc...

HB constate que durant les dernières décennies, quatre modèles à prétention « *paradigmatique* » ont marqué les études sur le Moyen-Orient au point d'en hypothéquer potentiellement l'avenir. Le premier de ces modèles lit cette partie du Monde à partir d'une téléologie « *moderniste* » universelle au mépris de sa propre historicité, alors que le deuxième le réduit à sa composante islamique au mépris de ses complexités et que le troisième le rend prisonnier de son modèle emic du pouvoir au mépris de la portée universelle dont celui-ci est pourtant chargé. Quant au dernier, qui n'occupe plus qu'une place marginale dans la recherche il analyse cette Région à partir d'un exotisme tribal au risque de délaisser ses dynamiques complexes, notamment celles liées à l'urbanité qui traverse son histoire.

Les pages 46-47 présentent des tableaux illustrant les composantes des différents « *États et systèmes politiques au M-O* » que l'auteur discrimine. On trouve ainsi des « *Régimes à double souveraineté* », type Iran, Pakistan, Turquie ; des « *Régimes de parti unique* », type Libye et Syrie ; des « *Régimes de pluralisme officiel* », type Algérie, Egypte, Tunisie ; des « *Régimes monarchiques* », type Jordanie et Maroc ; des « *Régimes fragmentés* », type Afghanistan, Irak, Liban, Yémen.

Et, évidemment, compte-tenu de l'affection particulière que l'auteur porte à la « *complexité* », des entrecroisements réels ou potentiels.

Les pages 56-57 présentent des tableaux mettant en avant des critères d'exercice du pouvoir dans les différents États investigués :

Recours à la coercition / Politique de redistribution / Politique de cooptation / Espace associatif / Espace médiatique / Capacité de construire une syntaxe hégémonique assurant l'adhésion de la société.

Une instance de repli vécue est le monde confrérique, notamment en Turquie, qui constitue, en contexte de répression et de clandestinité, un véritable contre-espace, rendant possible la résistance armée ou de véritables solidarités urbaines fondées sur une « *carte des relations quotidiennes* » à l'opposé de celle, « *civilisationnelle* », qu'impose l'État. Les medrese (*écoles religieuses*), bien qu'interdites depuis 1924-25, continuent à servir de relais et de lieux d'éducation aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

Là où elles ne sont pas dans le viseur du pouvoir, les confréries constituent un espace de contournement de l'État grâce aux rapports de dépendance entre le maître et le disciple sur lesquels elles se fondent et qui leur assurent un fonctionnement autonome.

La période qui commence au tournant des années 1980 et se poursuit au moins jusqu'à la fin de la première décennie du 21^e siècle, est marquée dans son ensemble par un divorce prononcé entre les sociétés et les pouvoirs ; contrairement au contexte des décennies passées, cependant, cette rupture s'accompagne d'une démobilité généralisée, que la sociologie politique a souvent du mal à problématiser.

[NOTA = voir l'avertissement supra].

Par ailleurs, la quête d'ancrage dans l'histoire et la rupture axiologique configurent différemment les rapports de proximité et de distance entre les générations selon les contextes. Le choc frontal entre la génération des parents et celle des enfants, tel qu'on a pu l'observer dans l'Algérie de la guerre civile, n'est pas le seul scénario probable.

Cependant le héros érigé en modèle peut également venir de la génération des frères aînés, à condition cependant qu'elle se distingue par une expérience politique ou une trajectoire militante ancienne érigée en référence. Quelques années de différence suffisent parfois à placer un militant « *modèle* » détenteur de légitimité et d'historicité.

En conclusion, HB engage le lecteur dans une complexité plus large, qui permet de quitter le domaine de la sociologie politique proprement dite pour entrer dans celui du « *malaise dans la civilisation* » qui, du 11 Septembre 2001 à New York à la prison d'Abou Ghraïb à Bagdad, de Gaza à la vallée du Swat au Pakistan, interroge notre Monde au-delà de sa seule composante moyenne-orientale.

LF

La science gouvernée décrit une double crise de sens. Par les normes nouvelles qu'il lui impose, l'utilitarisme fébrile de nos politiques met en péril l'activité de recherche scientifique et la production de connaissances. Rabattement de la science sur la technoscience, financement sur projets, évaluations quantitatives à court terme, exacerbation des concurrences, brandissement d'excellences autoproclamées, précarité des carrières ... les recettes du management libéral sont importées dans un domaine où elles deviennent absurdes et strictement contre-performantes. Ces mutations sont paradoxalement imposées au nom d'une ambition stratégique de l'Occident contre les Pays émergents, le monopole d'un « économie de la connaissance », dont tout annonce déjà le caractère illusoire. Cette crise est couplée au désarroi de l'appareil de transmission des savoirs, l'Université, sommée de délivrer massivement des diplômés à des générations étudiantes pessimistes sur les portes que ces diplômés leur ouvriront. Le monde académique se plie hélas, à contre-cœur à des injonctions qui exténuent à la fois le bonheur de chercher et celui de transmettre.

Jean-Paul MALRIEU

***La science gouvernée / Essai sur le triangle Sciences/Techniques/Pouvoirs
Ombres Blanches – 2011 – 190 pages***

A son origine, la science est une entreprise de dévoilement, une interrogation sur le « *pourquoi* » des choses et non sur le « *comment faire pour* ». Il s'agit d'abord, en tant qu'elle est projet, de mettre en évidence un ordre caché sous les apparences de diversité, ou de saisir des déterminismes travaillant sous l'écheveau de contingences. Le fait que les individus qui mettent en œuvre ce projet soient animés par d'autres motivations, beaucoup moins sublimes, n'est pas sans intérêt mais il ne change rien au statut élevé de ce projet de connaissance.

Les chercheurs acceptent tous les conditions de validation d'un fait scientifique (*Principes de Popper*). Même si le chercheur est heureux de voir fonctionner le système qu'il a jusqu'ici accepté pour fonder, valider l'approximation qu'il a personnellement produite, il rêve de tomber sur un cas, un problème, qui mette en faillite le modèle communément accepté, qui l'oblige à une remise en cause. Rare est sans doute ce rêve chez l'ingénieur, qui doit en général remplir la promesse qu'il a prise d'obtenir le rendement escompté, de voir fonctionner le dispositif envisagé.

Sur la confusion Science/Technique, JPM prend l'exemple du système planétaire de Ptolémée. Un modèle où la Terre reste au centre du Monde : modèle compliqué, basé sur des mouvements circulaires accrochés les uns aux autres, mais suffisamment raffiné pour atteindre une bonne capacité prédictive. Sa précision était en tout cas supérieure à celle des premiers modèles héliocentriques, qui l'ont rapidement emporté par leur élégance et leur simplicité, avant même d'avoir atteint une capacité prédictive supérieure. Dotez par la pensée les astronomes ptoléméens d'un ordinateur et ils obtiendront, à coup de sophistications successives, de paramétrisations emboîtées, toute la précision que vous désirez ; la révolution copernicienne n'aura pas lieu, ou sera durablement retardée, puisque le vieux modèle gardera une performance suffisante, répondra à la demande.

On voit ainsi que la technique, via le « syndrome de l'ordinateur et de la modélisation à outrance » peut autoriser la survie de modèles qui ne sont pas optimaux. En d'autres termes, elle pourrait à l'avenir empêcher des révolutions épistémologiques latentes [= > Voir les supputations de l'IPCC] [NDL].

Le livre de JPM est intéressant et on suit assez facilement le déploiement de ses arguments. Un bémol sévère toutefois : p.43, il fustige la Prospective en la confondant sans précaution avec la Futurologie. Dommage, car cela jette un doute sur le reste ...

Son analyse porte l'auteur à s'intéresser au politique. Pour lui, le marxisme faisait du développement des forces productives, basé sur les progrès de la technique, une sorte de moteur ultime

de l'Histoire. Ce faisant il laissait à la connaissance, à ses révolutions, une sorte d'autonomie, une capacité de surprise. L'actuelle volonté de diriger la recherche scientifique depuis le politique, la volonté affirmer part le pouvoir politique de fixer les axes prioritaires de la recherche scientifique, représente une mutation dans les rapports science/pouvoir : la science doit être au service, elle ne doit plus nous causer de surprise dérangeante ; le politique, perdant toute modestie, se pose comme capable de la diriger !

Concernant la propension à faire suivre des études de plus en plus longues, l'auteur indique qu'il n'est pas opposé à un accès prolongé à l'acquisition de connaissances, car un allongement de la durée de formation est positif, si cette formation est généraliste, si elle est suffisamment détachée de la notion d'ascension sociale dans une hiérarchie des emplois, si devenir maçon, vendeuse ou mécano, en sortant du collège n'est pas implicitement posé et vécu dans les faits comme un échec. Il peut être profitable d'acquérir des connaissances qui ne sont pas immédiatement définies comme en rapport direct avec une activité professionnelle : on connaît des charpentiers à qui le passage par les bancs universitaires a donné un surcroît d'assurance, une culture plus solide. La politique de formation peut assurer cette double fonction, culturelle et professionnelle, mais elle doit penser l'une et l'autre sans postuler leur impossible coïncidence.

La science contemporaine arrive à un tel niveau de sophistication et de spécialisation qu'en chacun de ses champs elle exige une compétence réservée à un petit nombre. La science est un champ d'activité dominé par l'expertise. Il en va de même de la technique. La démocratie est au contraire une construction basée sur un principe d'égalité : nous posons, en l'adoptant comme système politique, que nous sommes dotés d'une égale capacité de jugement dans le choix des décisions qui gouverneront l'avenir de la cité.

Or, il est patent que les impacts techniques de la production scientifique ont de plus en plus d'importance sur la vie des citoyens. L'appréciation de conséquences de tel ou tel choix, qu'il concerne l'énergie, l'alimentation ou la santé, repose sur des évaluations souvent quantitatives, délivrées par des experts qui sont en général partie prenante dans la mise en œuvre des dispositifs qu'ils ont construits ou faits leurs. Or, dans toute société politique, on trouve quatre types d'inégalités : des inégalités de rang ou de statut / des inégalités de richesse / une inégalité d'appétits de pouvoir / des inégalités de compétences. La science n'y peut rien, ce n'est pas son objet.

Au titre du droit à la distinction, du droit à l'identification et à la survie du différent, que la Science comme entreprise de connaissance-pour-la-connaissance, doit être défendue, contre sa réduction à l'entreprise utilitariste de la technoscience. Il faut qu'elle sache revendiquer, par la voix de ses acteurs, ses objectifs, ses valeurs, y compris les plus gratuites, son esthétique, et le type singulier de plaisir qu'elle procure à qui veut emprunter ses sentes.

Sur ce sujet, le lecteur pourra se reporter aux NDL suivantes parues dans la revue **FuturWest** : Claude ALLEGRE « *La science est Le défi du 21e siècle* » [n°034] / Bernadette BENSAUDE-VINCENT « *Les vertiges de la technoscience* » [n°034] / OBLOMOFF « *Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche* » [n°036].

PhS

A la chute du mur de Berlin en 1989, le capitalisme triomphait. Vingt ans plus tard, il est à l'agonie. Qu'a-t-il bien pu se passer entretemps ?

Une explication possible est que le capitalisme a été atteint du même mal qui venait de terrasser son rival, et la complexité devrait alors être incriminée : l'organisation des sociétés humaines atteindrait un seuil de complexité au-delà duquel l'instabilité prendrait le dessus et où, sa fragilité étant devenue excessive, le système courrait à sa perte.

Une autre explication serait que le capitalisme avait besoin de l'existence d'un ennemi pour se soutenir. En l'absence de cette alternative, ses bénéficiaires n'auraient pas hésité à pousser leur avantage, déséquilibrant le système tout entier. Autre explication possible encore : du fait du versement d'intérêts par ceux qui sont obligés d'emprunter, le capitalisme engendrerait inéluctablement une concentration de la richesse telle que le système ne pourrait manquer de se gripper un jour ou l'autre.

Entre ces hypothèses, il n'est pas nécessaire de choisir : les trois sont vraies et ont conjugué leurs effets dans la première décennie du 21^e siècle. Cette rencontre de facteurs mortifères explique pourquoi nous ne traversons pas l'une des crises habituelles du capitalisme, mais sa crise majeure, celle de son essoufflement final, et pour tout dire celle de sa chute.

Paul JORION

Le capitalisme à l'agonie
Fayard – 2011 – 350 pages

Il y a page 13 une affirmation qui laisse perplexe « *La nature humaine est ainsi faite qu'elle ne voit jamais que le bon côté des choses* ». Bigre ! Où l'auteur vit dans une bulle très isolée, ou bien il n'écoute pas la radio, ou il n'entend pas les conversations tenues dans les bistrotts, à La Poste, dans les transports ...etc... car c'est plutôt le pessimisme qui l'emporte, et de loin.

Dans un premier temps, Paul JORION s'emploie à définir – à sa manière – ce que sont le capitalisme, l'économie de marché, le libéralisme.

L'ennui c'est qu'il se prend les pieds dans le tapis de la complexité. Ainsi, dès la page 40, il fustige – et surtout mélange allègrement – l'ultralibéralisme, le libertarianisme et l'anarcho-capitalisme. (*Il fait la même erreur p.110*).

Or, les libertariens ne sont pas des « ultralibéraux » opposés farouchement à toute régulation publique, voir à ce sujet la NDL du livre de Sébastien Caré « *La pensée libertarienne* » dans **FuturWest n°33**. La documentation, issue d'une thèse de doctorat est suffisamment précise et complète pour se faire une idée objective du sujet. Ensuite, qu'on soit pour ou contre est une autre affaire

Il y a un point aussi gênant qui tient au fait que tout au long de son livre, l'auteur mentionne comme exemple la production de biens, d'objets ... et jamais la production de services.

Concernant le Capitalisme et le Communisme, il les renvoie dos à dos, constatant qu'ils ont échoué aussi bien l'un que l'autre, même s'il reconnaît que l'organisation socio-économique appelée soviétique n'avait pas grand-chose à voir avec la philosophie communiste.

Sur des hypothèses jamais vérifiées, il note que la richesse qu'aurait pu autoriser l'absence du capitalisme n'est pas connaissable : la seule chose qui soit palpable, c'est l'inefficacité découlant du fait que le capital est une ressource qui n'est pas à la place où elle serait utile, et qu'on voit mal comment le fait de remédier à une telle insuffisance, en faisant en sorte que les ressources se trouvent là où elles peuvent servir, pourrait constituer un désavantage quelconque. L'alternative est claire.

Entre les pages 61 et 225, PJ se lance dans des explications très techniques de la crise financière de 2007-2008. Bien que certaines précisions techniques soient utiles à la compréhension

du sujet, il ne nous semble pas que le grand détail présenté soit de nature à étayer sa thèse, et pourrait même avoir un effet contre-productif sur nombre de lecteurs qui préfèrent connaître les conclusions (*ma voiture avance*) plutôt que de connaître avec précision le fonctionnement du moteur thermique à combustion interne.

Après être repassé par Marx, Freud, et nous avoir présenté sans sourciller tous les mensonges de la « *Révolution française* » ...etc... l'auteur revient à Keynes pour expliquer que le projet de celui-ci doit être revu et réactualisé de manière à intégrer la nouvelle donne (=) L'informatisation, d'une part, l'automatisation d'autre part, qui ont aujourd'hui dopé à tel point le productivité dans les services (*on y vient enfin*) aussi bien que dans l'industrie qu'il est devenu chimérique d'envisager que les salaires suffiront, à l'avenir, à absorber l'offre entière. Un impératif demeure sous sa forme la plus générale : maintenir – et le cas échéant, restaurer – ce qui, du système, mérite d'être sauvé, et en premier lieu les libertés individuelles, mais aussi faire en sorte que soit éliminée la source du dégoût qui se répand dans la population à l'endroit d'un système qui, chaque jour davantage, punit les bons et récompense les méchants. Surmonter ce dégoût requiert deux choses : éliminer la pseudo-solution actuelle au manque de revenus qu'est la substitution du crédit aux salaires, source de fragilisation généralisée du système économique ; éliminer aussi la fonction parasitaire de la finance qui siphonne la richesse créée pour arrondir des fortunes déjà existantes.

La conclusion comporte un passage intitulé « *Quand les gens ordinaires prennent les choses en main* », qui laisse perplexe : n'est-ce pas, in fine, une référence au Libéralisme d'origine ? De la même manière, ce que décrit Paul JORION est-il le Capitalisme ou autre chose, un autre paradigme. En effet, les fondamentaux du capitalisme d'origine portent sur une épargne volontaire abondante, une inflation faible voire nulle, la responsabilité des investisseurs (*c'est leur argent qu'ils perdent éventuellement, pas celui des autres*), des réglementations simples favorisant la création de richesse et sa diffusion, le droit de propriété, et l'évolution lente des structures productives ... ? On comprend mieux dans ses conditions les contenus du livre de Pascal Salin « *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* » dont une NDL figure dans **FuturWest N°37**, auteur que le Groupe FUTUROUEST avait invité à faire conférence à Brest le 18 Mars 2011 dans le cadre de son Institut de Recherches Prospectives.

On renverra aussi le lecteur au livre de Jean-Michel SERVET « *Le grand renversement* » dont la NDL figure également dans **FuturWest N°37**.

On notera aussi le site Web indiqué par Paul JORION : www.nakedcapitalism.com

LF

Comment ne pas être inquiet ?

Chaque jour, de mauvaises nouvelles sont assénées sur l'état de la Planète, celui de notre civilisation ou sur notre santé. Nous sommes abreuvés de prévisions catastrophistes.

La population mondiale s'accroît trop vite : les ressources naturelles vont s'épuiser rapidement ; le climat va se détériorer gravement ; les produits chimiques affectent notre santé ; le modèle capitaliste s'effondre ; le temps de la suprématie occidentale est terminé ; les grandes épidémies vont revenir ; le djihadisme menace les fondements de notre civilisation ; la prolifération des armes de destruction massive est incontrôlable ... sans compter que le terrorisme nucléaire n'est pas loin.

Les gouvernements, les institutions internationales, les ONG et les experts ont tous une part de responsabilité dans cette politique de la peur, nombreux d'ailleurs sont ceux qui en bénéficient.

Et si la Planète allait bien mieux qu'on ne le croit ? Et si l'avenir de l'humanité était beaucoup moins sombre qu'on ne le dit ? Les prophètes de malheur ont beaucoup de succès, mais il s'avère qu'ils ont toujours eu tort. A l'encontre des idées reçues, l'auteur propose une autre lecture du Monde qui met l'accent sur des faits souvent ignorés et sur les incertitudes qui entachent les prévisions catastrophistes. Ce livre est une véritable invitation à retrouver une vision plus sereine de nos sociétés et de leur avenir, et à croire au progrès au sens noble du terme – c'est-à-dire à l'amélioration de la condition humaine.

Bruno TERTRAIS

L'apocalypse n'est pas pour demain

Denoël – 2011 – 290 pages

Le discernement est demandé. Il s'agit de montrer la complexité du Monde sans présupposé idéologique ou politique. De dénoncer la focalisation sur les scénarios les plus négatifs pour l'avenir alors que ce sont les plus improbables. De réfuter une vision du Monde qui conduit à oublier que les verres à moitié vides sont aussi des verres à moitié pleins (*et en fait, souvent davantage pleins que vides*). D'expliquer pourquoi il est raisonnable de croire encore aux vertus de la science et de la technique, et même à celles du marché – qui est un formidable mécanisme de régulation à condition d'en contrôler les excès – comme instrument d'amélioration de la condition humaine. En somme, de faire preuve d'un optimisme raisonné et de croire à la possibilité d'un progressisme éclairé.

Le nombre moyen de décès du fait de catastrophes naturelles est aujourd'hui de l'ordre de 75 000 par an, contre 500 000 au début du 20e siècle, tandis que la population mondiale est passée de un à près de sept milliards d'habitants. Dans la première moitié du 20e siècle, la mortalité annuelle était de 66 pour 100 000, pour une mortalité annuelle de 2000 à 3000 pour 100 000 selon les lieux du Globe. Elle est maintenant de 1,4 pour 100 000 pour une mortalité globale de 925 pour 100 000.

L'auteur rappelle (*avec malice*), les avatars du DDT. L'emballement politique irraisonné qui suivit la publication du livre de Rachel CARSON *Silent spring* dans les années 1960 conduisit à l'interdiction quasi totale du DDT aux USA puis ailleurs, notamment en Afrique où il était actif contre le paludisme. Les dizaines de millions de morts qui s'ensuivirent en terre africaine et asiatique n'ont pas pu tenter de procès contre les exigences désastreuses du principe de précaution. Récemment, devant les difficultés rencontrées, l'OMS a reconnu l'utilité du DDT sous contrôle (*of course*).

Dans le domaine agro-alimentaire, le recours aux OGM a des avantages significatifs pour l'économie, la santé publique et la nature. Il permet de réduire la quantité d'eau, d'énergie, de pesticides, d'herbicides ...etc... utilisés. Le glyphosate est moins nuisible que les herbicides qu'il remplace. Les biotechnologies pourraient être mises à profit pour la détoxification des sols (*absorption des métaux*). Un recours accru aux OGM pourrait même avoir des conséquences positives majeures sur la biodiversité : il réduirait en effet le besoin d'expansion des terres arables au détriment des forêts.

Sur les énergies, BT montre avec brio combien le catastrophisme est malvenu, au regard, non seulement des ressources gigantesques encore non utilisées mais aussi des progrès scientifiques et techniques en cours, sans oublier les ressources de l'espace proche de la Terre. Il cite volontiers le cheikh Yamani, l'un des pontes de l'OPEP « *L'âge de pierre ne s'est pas terminé du fait d'un manque de pierre, et l'âge du pétrole ne se terminera pas du fait d'un manque de pétrole* ».

Concernant le climat, l'auteur est résolument dans le camp des « *climato-critiques* » (et non pas *climato-sceptiques*, comme les médias incultes les ont nommés). Deux conclusions semblent raisonnables. La première est que l'idée selon laquelle le CO2 d'origine humaine a une raison essentielle dans le changement climatique actuel – la thèse de l'IPCC – reste sujette à caution. La seconde est qu'il existe d'énormes incertitudes quant à l'ampleur du réchauffement prévisible et ses conséquences potentielles.

Tout cela milite en faveur d'un scepticisme de bon aloi et d'une grande prudence dans l'approche des mesures de mitigation du changement climatique et de ses effets possibles. Au vu des incertitudes, le rapport coût-efficacité de la réduction massive et autoritaire des émissions de gaz carbonique (*entre autres*), paraît extraordinairement peu avantageux. Il serait probablement plus intelligent d'axer nos efforts sur d'autres mesures de conservation de l'énergie et de protection de l'environnement.

Est-il intelligent de s'approprier à dépenser plusieurs centaines de milliards de dollars chaque année à cet effet, alors que cent milliards par an suffiraient à donner à tous les habitants de la Planète qui en manquent aujourd'hui un accès à une eau saine et à une hygiène élémentaire, ainsi qu'à un minimum de soins et d'éducation ? La comparaison entre les efforts chiffrés réclamés par l'IPCC est formel : pour 165 milliards de dollars par an le bénéfice en termes de vies sauvées serait marginal au regard de celui qu'il serait possible de tirer d'un investissement quatre à cinq fois moindre dans l'adaptation des cultures agricoles, la lutte contre le paludisme et la protection de côtes.

Un Euro dépensé dans la lutte contre le « *réchauffement* » climatique rapporte 90 Eurocent ; mais la même somme rapporte 16 Euro dans la lutte contre la faim, et 20 Euro dans la santé.

Dont acte.

Nous conseillons au lecteur des compléments (NDL) parus dans la revue **FuturWest n°26** « *Les prêcheurs de l'apocalypse* » de Jean de KERVASDOUE ; **FuturWest n°36** « *Croissance sans limites* » de Günter PAULI ; **FuturWest n°38** « *Prospérité sans croissance* » de Tim JACKSON.

PhS

Cet essai critique propose une anatomie de la presse écrite à l'heure où l'écosystème médiatique est dynamité par la révolution numérique et le développement des réseaux sociaux. Chaque citoyen, dans la nouvelle société-réseau, a vocation à devenir «journaliste» en s'appropriant des dispositifs légers comme les blogs, Twitter ou Facebook qui offrent un potentiel communicationnel inédit. Certains envisagent même un «journalisme sans journalistes», à la manière du média social WikiLeaks, pour garantir l'existence d'une information libre et indépendante.

Établis au cours d'un siècle et demi de domination médiatique, les repères théoriques et pratiques du journalisme se révèlent désormais inadaptés. Sous les diktats de l'urgence et du marché, les lois de l'information changent très vite, tandis que se multiplient les risques de manipulation et de bidonnage. Certains genres plébiscités par l'opinion publique, comme le journalisme de reportage ou d'investigation, sont déjà en voie de disparition, jugés trop coûteux. Cependant, ce nouveau système n'a pas encore réussi à trouver de modèle économique viable, alors que des sites Web novateurs et mieux adaptés à leur environnement viennent concurrencer toujours plus les grands médias traditionnels.

Ignacio ROMANET

L'explosion du journalisme – Des médias de masse à la masse de médias Galilée – 2011 – 155 pages

Les médias (*une réalité multiforme*) traversent une crise d'identité, due à l'irruption de L'Internet à la fois comme média, mais aussi comme source d'information en continu, et intervenant directement dans le processus de production d'information. La situation est loin de se stabiliser, bien au contraire. Tous les groupes de presse sont contraints d'inclure Internet dans leur offre de services, sans que les sites n'aient trouvé leur modèle économique et partant, leur rentabilité. En attendant, Internet élargit d'ores et déjà leur audience (*44 millions de lecteurs internautes pour le New York Times, contre un peu plus d'un million de lecteurs pour la version papier*).

Certes, les journalistes n'ont pas tous vu venir cette technologie et ont perdu de leur pouvoir dans une société de réseaux, soumis à la dictature de l'urgence ou du temps réel. Désormais, tout citoyen peut devenir à défaut d'être journaliste, témoin ou analyste selon le cas, et au final, producteur d'information. La multiplication des sources entraîne une explosion des sites communautaires. Google, le leader de l'info en ligne, peut se vanter de frôler le milliard de visiteurs par mois. De son côté, Twitter veut jouer les trouble-fêtes (*3 millions de lecteurs du NYT*). Dans les pays développés comme la France, les journaux en proie à une chute de leur lectorat traditionnel (*-25% en 10 ans pour Le Monde, -13% pour Le Figaro*) se trouvent face à l'alternative des gratuits ou du tout numérique (*cf en France, Agoravox, Rue 89, Médiapart, Slate...*). Au sein même des organes de presse, les conditions de travail (*plus de pigistes, pression managériale, ...*) conduisent à une dégradation de la qualité de l'information, à une perte d'autonomie et de crédibilité, une érosion des recettes publicitaires et au final, un désintérêt croissant des lecteurs de moins en moins fidèles.

Les groupes de presse (*Hachette, Prisma, Bayard*) sont achetés par des hommes d'affaires (*Dassault, Rothschild, Bolloré, Arnault...*) ou par des groupes économiques qui cherchent ainsi à contrôler l'opinion publique ou à s'offrir du «*temps de cerveau disponible*», selon l'expression célèbre de Patrick LE LAY, alors P-DG de TF1. Cette évolution accentue la défiance vis-à-vis des médias; elle peut à terme menacer la démocratie et faire le lit d'une «*démocratie d'opinion*». Est-ce pour autant la mort du 4^{ème} pouvoir? En tout cas, le 5^{ème} pouvoir (*économique et financier*) tient déjà les rênes des supports de l'écrit du son, de l'image et maintenant d'internet. Les médias se trouvent inclus dans la sphère de la culture de masse où l'information croise la communication comme le divertissement et ce, à l'échelle globale et planétaire, quand les médias étaient habitués à rayonner à l'échelle locale ou au mieux nationale. L'information devient dès lors une matière première stratégique, mais au risque d'être sérieusement

« contaminée », à l'image d'épidémies, par des intérêts privés venant notamment de groupes financiers qu'Ignacio Ramonet dénomme les « *appareils idéologiques de la mondialisation* ». Du coup, l'auteur en appelle à une forme d'écologie de l'information dans une société hypermédiatisée et de surabondance ; car le 4ème pouvoir se retrouve paradoxalement sans contre pouvoirs ou d'antidotes.

Le livre insiste sur les risques au quotidien d'un système laissé à lui-même. Outre la mainmise des intérêts économiques, les médias ne sont pas à l'abri de « *serial bidonneurs* », issus d'une information bien diffusée mais mal contrôlée. Les exemples fusent dans les meilleurs journaux, en France comme à l'étranger, y compris dans des médias réputés comme le New York Times. Dans certaines situations de guerre et de conflit armés, les médias ne sont pas à l'abri des propagandes et n'affichent pas le recul nécessaire pour mettre en doute les déclarations outrancières comme sur la présence « *d'armes de destruction massive* » en Irak. Les journalistes sont eux-mêmes prisonniers de leurs sources et tributaires des « *spin doctors* » ; ils se retrouvent même embarqués (« *embedded* ») sur les lieux de combat.

A l'opposé de ce discours alarmiste, L'Internet a généré des nouvelles formes d'investigation journalistique sous forme associative ou participative, à travers des sites spécifiques (ex. : *Rue 89, Médiapart en France*) ; d'autres médias misent sur la contribution de bloggeurs (*6000 au Washington Post*) qui produisent en temps réel une contre-information, comme lors des révolutions arabes récentes. De même, on a vu apparaître un journalisme exploitant largement les bases de données et qui alimente la presse conventionnelle. Dans ce domaine, Wikileaks fait figure de référence en organisant depuis 2006 des fuites d'informations parfois stratégiques, tout en protégeant ses sources. Ce projet a pour origine la volonté de contrer l'impuissance des journalistes à traiter des informations sensibles. Depuis sa création, le site a diffusé des dizaines de milliers de documents sur la guerre en Afghanistan et des centaines de milliers de dépêches diplomatiques, sans oublier de dénoncer les comptes de sociétés dans les paradis fiscaux.

Dans un tel contexte, peut-on imaginer des modèles économiques viables intégrant internet (et les infos apparemment gratuites disponibles) ? L'auteur y croit encore sous réserve que les médias gardent leur spécificité. Des journaux (ou sites) de qualité auront toujours leur place dans une société d'hyperabondance à condition de miser d'une part sur l'orientation ou le guidage des lecteurs et d'autre part, sur l'approfondissement. Vaste chantier !

Le livre fait le point sur les conséquences visibles d'une révolution silencieuse (internet) qui n'en est qu'à ses débuts, sur la vie publique et la démocratie. L'ouvrage est bien documenté et agréable à lire sur un sujet qui curieusement fait rarement la Une des médias.

La révolution technologique en cours ne fait qu'empiler les médias (sans se substituer). C'est dire si le jeu reste ouvert, d'autant que l'auteur passe allégrement sur des médias anciens mais encore très écoutés ou vus, comme la TV (et demain *You Tube et Daily motion*) et la radio (notamment écoutée de manière différée en podcast et de façon nomade), sans parler de supports comme les smartphones.

Renvoi = « *La révolte du pronétariat* » de Joël de ROSNAY, NDL dans **FuturWest N°20**.

RM

Il n'y a pas d'activité humaine sans un minimum d'énergie et, aujourd'hui, l'accès à l'énergie diffère selon les Pays. Si les Etats développés peuvent limiter leur consommation d'énergie sans remettre en cause la qualité de vie de leurs citoyens, les besoins de développement donc d'énergie de la majorité de l'humanité sont immenses. Or, qu'il s'agisse du charbon, du gaz, du pétrole, du nucléaire, de l'hydraulique ou des énergies dites renouvelables ..., il n'y a pas d'énergie sans nuisances, et la façon dont nous la produisons et l'utilisons pèse de plus en plus sur notre environnement, d'autant que la population ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi les questions d'énergie font souvent la une de l'actualité. Pourra-t-on cultiver plus d'agrocarburants sans affamer la Planète ? Le nucléaire est-il la solution pour l'environnement ? Le charbon peut-il être propre ? Les énergies « renouvelables » sont-elles viables ? ...etc...

Bertrand BARRÉ – Bernadette MÉRÉNNE-SCHOUMAKER
Atlas des énergies mondiales
Autrement – 2001 – 95 pages

Amateur de schémas, de cartes, de graphiques, de données ... vous serez servi. Ce petit ouvrage est une mine de renseignements qui permettent de se faire une idée des enjeux de l'énergie dans les décennies qui viennent.

Les auteurs rappellent que, si nous partageons une seule planète, les ressources énergétiques sont, elles, distribuées selon les aléas de la géographie et les zones de consommation selon ceux de l'Histoire. Imaginer que chaque Pays, de nos jours, puisse vivre en autarcie énergétique est un leurre. En Europe, notamment, il faut donc viser une saine interdépendance tout en réduisant la vulnérabilité.

On nous rappelle utilement qu'une énergie viable répond aux caractéristiques suivantes : Etre accessible au plus grand nombre ; présenter une garantie de fourniture à long terme ; être acceptable par le plus grand nombre ; avoir un impact environnemental limité ; être économiquement compétitive.

Quelques réserves sur les contenus présentés. Pages 50-51, les auteurs adhèrent sans prise de recul aux affirmations de l'IPCC (*Giec*) alors qu'elles sont non-scientifiques et mènent à une impasse. On a droit aussi au mythe de Fribourg-en-Brisgau dont les évolutions enregistrées entre 1969 et 2010 (*cinquante ans !*) ne sont pas transposables, notamment du fait de la taille réduite de la ville (*200 000 Hab.*) et des diktats supportés par ses citoyens.

Enfin, on reste sceptique sur les pages 74-75 qui présentent « *quelques scénarios pour le futur* », soi-disant « *prospectifs* » et qui ne le sont pas, présentant plus modestement des projections sans ruptures notables, qu'elles soient géopolitiques, climatiques, sociologiques, physiques

Reste un ouvrage très utile pour explorer le sujet.

On renverra le lecteur à trois NDL : « *L'énergie dans le Monde [SFP] – BOBIN Jean-Louis* » => **FuturWest n°28** ; « *Le stockage de l'énergie – ODRU Pierre* » => **FuturWest n°37** ; « *101 questions sur l'énergie – FURFARI Samuele* » => **FuturWest n°39**.

Face à la crise globale du capitalisme, on voit désormais le FMI, des gouvernements ou des économistes célèbres brûler ce qu'ils ont adoré – le marché – et réhabiliter l'Etat qu'ils honnissaient. Nous vivons en fait l'amorce d'une « démondialisation ». L'Histoire, la politique et les nations reprennent leurs droits avec le retour des Etats, que l'on disait naguère impuissants, et le recul des marchés, que l'on prétendait omniscients. Ce mouvement réveille de vieilles peurs. Et si cette démondialisation annonçait le retour au temps des guerres ?

Ces peurs ne sont que l'autre face d'un mensonge qui fut propagé par ignorance et par intérêt. Non, la mondialisation ne fut pas, ne fut jamais « heureuse ». Le mythe du « doux commerce » venant se substituer aux conflits guerriers a été trop propagé pour ne pas laisser quelques traces... Mais, à la vérité, ce n'est qu'un mythe. Les puissances dominantes ont en permanence usé de leur force pour s'ouvrir des marchés et modifier comme il leur convenait les termes de l'échange. Dans ce fétichisme de la mondialisation, il y eut beaucoup de calculs et de mensonges. Il faut donc établir le vrai bilan de cette mondialisation – de ses apports et de ses méfaits – pour penser rigoureusement la phase suivante qui s'ouvre.

Jacques SAPIR
La démondialisation
Seuil – 2011 – 280 pages

Le début du livre de Jacques SAPIR fait œuvre historique et nous ramène en 1944 au début des négociations de Bretton Woods puis à la conférence de La Havane qui se tint du 21 Novembre 1947 au 24 Mars 1948 et qui proposa des régulations socio-économiques, notamment l'objectif du plein emploi et l'autonomie de décision des gouvernements en cas de difficultés passagères, avec la possibilité de mesures protectionnistes si nécessaire. Il raconte comment et pourquoi cette Charte de La Havane ne fut pas adoptée. Ses dispositions principales étaient plus proches des positions de Keynes que des opinions libre-échangistes des dirigeants des USA.

Volens nolens, toute l'architecture de départ agrémentée des ruptures de 1971 (*flottement du dollar*) et de l'approfondissement du GATT via l'OMC a conduit à un glissement qui a eu pour corollaire la montée de ce que l'on appelle la « *globalisation* » et a surtout eu pour effet de déstabiliser l'économie de tous les Pays et de faire de la course aux exportations le moteur – temporaire – de la croissance.

La crise actuelle, qui a déjà vu le commerce international baisser de 13 % avant même que ne soient prises des mesures protectionnistes, confirme que cette course aux exportations ne peut fonder durablement la croissance. Cette crise rappelle à notre bon souvenir que ce sont sur des marchés intérieurs puissants et bien établis que se construit la croissance. Ceci n'implique pas la fin du commerce international mais va apporter très certainement une idée plus réaliste de ce que ce dernier peut – et surtout ne peut pas – apporter au développement.

Concernant la Chine, l'auteur observe que la politique d'attraction des investissements étrangers a été largement planifiée par le pouvoir chinois. Par ailleurs, le rôle de l'Etat est très important dans le maintien de mécanismes de contrôle des capitaux qui permettent d'orienter le taux de change et d'éviter que celui-ci n'augmente en raison du solde positif de la balance des paiements. La stratégie chinoise a donc été de profiter au maximum de l'ouverture, car les autorités savaient que la question du taux de change était dissociée de celle du libre-échange. Il y a donc eu un « *détournement* » rendu possible par la logique de l'OMC qui se concentre sur le commerce et « *oublie* » complètement la variable du taux de change dans ses différents accords.

Dans les pages 74 à 81, le lecteur trouvera des cartes et graphiques qui illustrent les propos de J.S.

Coefficient de GINI (*répartition des revenus*) avec son évolution sur la période des années 1980 aux années 2000 pour quatorze Pays parmi les plus développés (*Europe – Asie-Pacifique & Nord Amérique*) / La part des 1 % les plus riches dans le revenu national pour Allemagne – France – Royaume-Uni – USA / Comparaison des croissances de la productivité et des salaires entre 1959 et 2007, en France / Salaires moyen et médian de 1996 à 2007, en France.

Pour Jacques SAPIR, la globalisation peut être tenue pour responsable, en une très large part, du processus qui a abouti à un retard salarial important dans notre Pays. Ce retard a aussi engendré un déficit de croissance, qui est venu lui-même renforcer les effets de la globalisation marchande par la montée du chômage et la pression que ce dernier exerce sur les rémunérations des personnes les plus exposées. Les effets induits ont ainsi été aussi importants que les effets directs. En ce sens, la globalisation a bien correspondu à ce que les classes dirigeantes de notre Pays attendaient d'elle. Elle a été un puissant instrument de remise en cause des avantages arrachés de haute lutte par les classes populaires de 1945 à 1970. Cela ne signifie pas que telle ait été sa seule fonction ; mais ceci signifie que ce fut bien l'une de ses fonctions.

La partie II du livre « *Le développement et les limites de la globalisation financière* » renvoie aux analyses présentées par Paul JORION, notamment dans son ouvrage « *Le capitalisme à l'agonie* », dont la NDL figure supra dans de présent numéro de la revue **FuturWest**.

La solution qui aujourd'hui apparaît la plus probable est la concurrence effrénée entre diverses monnaies mais aussi divers moyens de réserve de valeur. Tel est l'avenir vers lequel nous nous dirigeons et que l'on peut discerner dans l'effolement des cours de matières premières. Dans une telle situation, on sera appelé à voir les parités entre les principales monnaies (*le dollar, l'euro, la livre, le yen, et sans doute le yuan*) fluctuer de manière tout à fait considérable. Les effets désorganisateur sur les économies seront tout aussi considérables car les prix relatifs pourront fluctuer très rapidement. Des variations de 15 à 25 %, dans un sens ou dans l'autre, sont parfaitement possibles et probables à court terme. On a ainsi vu en quelques mois l'Euro passer de 1,30 dollar à plus de 1,50 dollar pour repasser tout aussi brutalement à 1,20 avant de remonter à 1,35. Ces variations rendront le calcul économique de plus en plus difficile, voire impossible et, par voie de conséquence, le commerce international impraticable, à tout le moins extrêmement risqué. Dans un tel scénario, l'ensemble des prix des matières premières sera appelé à connaître des fluctuations importantes, car ces matières deviendront des « *réserves de valeur* » au prorata de leur nécessité.

A terme, on pourrait revenir au projet de « *bancor* » de Keynes (1942) qui s'articulerait sur une organisation du commerce s'inspirant de préceptes de la Charte de La Havane. In fine, ceci devrait guider les efforts des uns et des autres au niveau régional et, par là même, sonner le glas de l'OMC.

Le livre s'achève avec quelques pages « *Quelles solutions pour la France ?* ».

Revois utiles pour le lecteur : « *L'avenir d'une exception* » de Hakim EL KAROUI – NDL dans **FuturWest n°32** et « *La grand renversement* » de Jean-Michel SERVET – NDL dans **FuturWest n°37**.

LF

Le réseau est un sujet à la mode, qu'il s'agisse des réseaux informatiques, des réseaux d'entreprises ou de la firme-réseau ou encore des réseaux de relations sociales. L'entreprise artisanale n'échappe pas à cette logique et ceci selon les trois modalités précédemment exposées : technologique, économique et sociale. Pièce maîtresse du développement territorial, l'entreprise artisanale est insérée dans des réseaux d'échanges complexes. Ce sont ces réseaux qui font l'objet des investigations de ce livre sous un angle pluridisciplinaire (sciences de gestion, sciences économiques, sociologie, géographie, histoire). A la différence des réseaux informatiques, les réseaux sociaux sont plus difficiles à saisir et par conséquent à définir.

La petite entreprise n'est pas une grande entreprise en miniature. Son organisation et ses modalités de fonctionnement sont beaucoup plus complexes. Le poids des relations familiales en général, du conjoint en particulier, est souvent très important.

Sophie BOUTILLIER (Direction)
L'artisanat et la dynamique de réseaux
L'Harmattan – 2011 – 260 pages

Le volume présenté et analysé ici regroupe les travaux de vingt-cinq chercheurs en sciences humaines et sociales (*histoire, sciences politiques, gestion et économie*), chercheurs qui coopèrent depuis de nombreuses années avec l'ISM – Institut Supérieur des Métiers – dans le cadre du Réseau Artisanat-Université®, mais aussi des chercheurs issus d'autres universités françaises, européennes ou étrangères.

Quand on parle des CMA – Chambres de Métiers et de l'Artisanat -, on parle communément de leur propre réseau ; le terme réseau étant entendu comme un ensemble de structures partageant un même objectif, le soutien et la défense de l'artisanat et des entreprises qui le composent. Ce réseau est qualifié de « réseau de proximité » spécifiant ainsi la relation entre les acteurs de ce réseau et les artisans.

Les CMA, réparties sur l'ensemble du territoire national français, ont été instituées par la Loi Courtier de 1925. Ce sont des établissements publics de l'Etat administrés, pour chacun d'entre eux, par trente-six artisans élus par leurs pairs au suffrage universel pour cinq ans. Ces artisans représentent l'ensemble des métiers dans les secteurs du bâtiment, de la fabrication, de l'alimentation et des services.

De nombreuses pressions socio-économiques poussent aujourd'hui les entreprises artisanales à prendre en compte les réseaux formels et leurs multiples avantages, notamment des augmentations d'efficacité, de notoriété, de taille ...etc...

Or, spontanément, les indépendants tentent de privilégier des relations interpersonnelles plutôt que des coopérations interentreprises. Une des questions de la recherche se focalise donc sur ces deux types de résilience afin de finaliser des grilles de lecture illustrées par des études de cas. Les auteurs, après avoir passé en revue la littérature existante – méthode bien classique – ont déterminé une grille de lecture favorisant la compréhension de plusieurs cas de groupements formalisés. Dans un second temps, ils abordent le concept de réseau informel selon les relations interpersonnelles existantes (la famille plus ou moins proche) ou créées par les chefs d'entreprise (*les amis, les fournisseurs, les clients, le banquier, l'expert comptable*).

Quels facteurs peuvent inciter les TPE artisanales à construire ou à adhérer à un réseau ? Le hasard de rencontres entre collègues, ou la nécessité de coopérer car la survie de l'entreprise en

dépend ? Mais à l'inverse, quels freins, quelles limites constituent autant de réserves des dirigeants vis-à-vis de la mise en réseau ?

On en vient souvent à résumer la problématique selon : comment articuler logiques individuelles de fonctionnement de l'entreprise artisanale et stratégie collective d'un réseau d'artisans ?

Un peu de méthodologie :

Le concept du potentiel de ressources est le produit d'une réflexion théorique critique de l'individualisme méthodologique, basé sur la rationalité économique supposée des agents économiques (*rationalité en termes de coûts / bénéfiques, selon Léon Walras*). Si les agents économique sont supposés rationnels, cette rationalité est toute relative (*notamment parce que comme tout acteur il leur arrive de prendre des décisions non-rationnelles, inhérentes à la nature humaine*) car elle est partiellement orientée par des informations de toute nature dont disposent les agents économiques (*concept opérationnel de la « rationalité limitée » selon H.A. Simon*).

Les informations au sens large du terme (*technique, scientifique, économique, juridique, culturelle, sociale*) sont également filtrées et orientées selon l'origine sociale des agents. Les concepts de capital culturel et capital scolaire (*Bourdieu*) apportent un complément d'analyse indispensable pour analyser et comprendre correctement le comportement des agents économiques.

Concernant l'entrepreneur-artisan, on trouvera dans le potentiel de ressources, trois parties : connaissances, ressources financières et relations sociales.

Des études de cas forts divers sont présentés dans l'ouvrage : L'orfèvrerie à Vicence (1951-2008) ; les petites et moyennes entreprises au Mexique « *capitalisme aménagé* » ; un club de dirigeants régional ; l'artisanat en Languedoc-Roussillon ; des cas de TPE dans des environnements atypiques.

Au final un ouvrage fort intéressant portant sur « *la première entreprise de France* », bien représentatif d'un ensemble de TPE pourtant fort différentes mais où l'on retrouve des logiques qui ont fait leur force et qui semble promis à un bel avenir dans le monde en recomposition qui est le nôtre. On ne remplacera pas la nécessité des grandes firmes et de leurs vocations internationales, mais pour le reste « *small is beautiful* ».

LF

La France et l'Europe ont subi un choc majeur qui alimente le pessimisme pour l'avenir. Pourtant, le pire n'est pas inéluctable ni en France, ni en Europe. L'ampleur de la crise sur le Vieux Continent s'explique surtout par la mauvaise organisation de l'Union : si nous étions capables de sortir – enfin – de la concurrence de tous contre tous, notamment pour engager ensemble la conversion écologique de nos économies, nous pourrions continuer à vivre décemment.

Au sein de cette Europe mal organisée, la France n'a pas, contrairement à l'Allemagne, alimenté les déséquilibres qui menacent l'euro et elle a mieux résisté que les autres à la crise. Chômage, industrie, dette publique, inégalités : les problèmes de l'Hexagone est confronté sont cependant considérables. Mais si, sans chercher à imiter un « modèle allemand » inadapté, les Français prennent – enfin – au sérieux leur discours égalitaire et évoluent vers une « démocratie complexe » associant véritablement les corps intermédiaires aux grands choix du pays, ils pourront se remettre à espérer un avenir meilleur.

Guillaume DUVAL

La France d'après – rebondir après la crise Alternatives économiques/{Les petits matins} – 2011 – 340 pages

Guillaume DUVAL est le rédacteur en chef du magazine Alternatives économiques, comme toujours chez lui, l'analyse et les commentaires s'appuient des faits et des données argumentées : on trouvera donc de nombreux schémas et graphiques venant étayer le discours. Le discours d'ailleurs est essentiellement politique, politiques économiques mais aussi politique tout court (*La France d'après, c'est aussi celle de « l'après Sarkozy »*).

L'ouvrage commence par un court chapitre qui remet dans une perspective mondiale de la dynamique des économies des pays, notamment « émergents », les origines financières de la crise qui s'est cristallisée en 2008 via les « subprimes » américaines. G. DUVAL poursuit en analysant les évolutions des relations macro-économiques entre l'Europe, les Etats-Unis et la Chine et s'interroge sur la poursuite du déficit américain, des excédents chinois et des déséquilibres européens, que certains qualifient de « déclin ». Un axe structurant pour lui : engager ce qu'il appelle la conversion écologique de nos économies.

Européen convaincu mais sans complaisance, il analyse ensuite les multiples raisons qui font que l'Europe (*comprenez l'Union Européenne*) ne sera probablement pas sociale : les transferts de souveraineté et de ressources nécessaires (*sécurité sociale*) seraient d'une telle ampleur que G. Duval estime cette évolution irréaliste. En revanche, il appelle de ses vœux des politiques européennes qui cessent d'être antisociales et de miner les politiques sociales nationales, notamment en matière d'harmonisation et d'arrêt d'un dumping fiscal sur les ménages et les entreprises. En revanche, les enjeux énergétiques et la conversion écologique des modes productifs peuvent être un bon nouveau cheval de bataille pour la construction européenne des prochaines décennies.

Un chapitre entier est ensuite consacré à une certaine forme de protectionnisme européen (« *la préférence communautaire* », *comme il était écrit historiquement en matière de Politique Agricole Commune*) pour sortir de l'angélisme de la mondialisation « *fair-play* » où les blocs accepteraient de perdre sur certaines activités pour gagner sur d'autres où ils seraient les plus compétitifs et de sa concurrence. Des conditions de concurrence déloyale et suicidaire aussi pour les pays les moins développés et la survie d'un modèle social spécifique en Europe seraient à ce prix du retour à une protection régionale et raisonnée.

Au milieu de l'ouvrage, l'analyse en arrive au plan national. Là encore pour analyser les fondements économiques du pays : endettement public mais aussi taux d'épargne, résistance des structures financières, desindustrialisation, emploi, chômage. G. DUVAL considère que la France a

mieux résisté à la fois que les pays anglo-saxons et que les pays du sud européens, point sur lequel son argumentation comparative ne dépasse cependant pas la comparaison des PIB.

Que faire face au chômage ? L'emploi est un cheval de bataille de G. Duval depuis toujours : le développement économique doit produire du mieux-être pour le plus grand nombre de personnes (*et non pour une minorité d'actionnaires*). Pas de solutions miracles mais un cocktail de mesures partielles : soutien de la croissance par des politiques budgétaires non asphyxiantes de l'activité, mobilisation de l'épargne privée des ménages français, répartition des salaires/profits des entreprises plus équilibrés, politiques d'emplois aidés ciblées vers les métiers d'une société de la connaissance et de la conversion écologique,...

Arme de lutte contre le chômage de masse dans les pays industrialisés dont la productivité s'accroît sans cesse et une répartition du travail « *sauvage* » (*ceux qui ont du travail voire trop / ceux qui survivent en alternant travail et chômage*), le temps de travail fait l'objet d'un chapitre de défense du bilan socio-économique des « 35 heures » et d'attaque des heures supplémentaires exonérées de cotisations sociales (*équivalente à 370 000 emplois à temps plein*). G DUVAL montre que le temps de travail de l'Allemagne (*voir plus loin*) a continué de baisser de 1680 à 1410 h/an entre 1985 et 2010, alors qu'il s'est stabilisé autour de 1560 h en France depuis le milieu des années 2000. Pour autant, la poursuite d'un mouvement collectif et organisé vers les 32h ou la semaine de 4 jours ne paraît plus très probable.

Contexte oblige, un chapitre est consacré à l'évolution des dépenses publiques françaises (*Etat, collectivités locales et protection sociale*). GD commence par une remarque méthodologique intéressante de comptabilisation des dettes publiques européennes, qui ne prend pas en compte les actifs détenus par les Etats (*comme on le fait pour une entreprise*). De ce point de vue, selon l'INSEE, fin 2009, l'Etat français possédait un patrimoine (*terrains, bâtiments, actions d'entreprise,...*) excédant sa dette de 417 G euro (784 G euro en 2007). Il n'en reste pas moins que le facteur principal de l'appauvrissement des recettes de l'Etat par les diverses baisses de recettes représenterait autour de 4% du P.I.B depuis 10 ans. « Révolution fiscale », « Règle d'or », financement des régimes de santé et de retraite... face aux déséquilibres de plus en plus criants, les publications sont nombreuses ces dernières années. Les choix – assez larges – sont finalement de nature politique.

« *Faut-il imiter l'Allemagne ?* ». On se doute de la réponse. Mais la raison principale est que la politique d'austérité menée à l'intérieur de l'Allemagne liée au coût de la réunification couplée avec une compétitivité industrielle à l'export qui ne se dément pas a certes conduit à des excédents macroéconomiques records mais à un accroissement des inégalités record lui aussi et des services publics locaux parfois en bien mauvais état dans certains Länder ou villes. Si une telle politique était conduite dans l'ensemble de l'U.E, elle serait clairement défavorable à une croissance désormais plombée par les dettes nationales pour plusieurs années.

Le dernier chapitre est consacré à un discours de la méthode de la gouvernance et de la réforme dans la société française, pour dépasser autrement les conflits inhérents à toute société. L'Etat et les corps sociaux sont toujours incapables d'un dialogue social et de compromis à froid, dont l'origine, selon G. DUVAL, remonte à la conception centralisatrice des Jacobins depuis la révolution française. Conception descendante ou « top-down », comme l'on dirait aujourd'hui. Si le dialogue instauré au travers du Grenelle de l'environnement a laissé penser que des dépassements d'intérêts étaient possibles dans le souci du collectif et du long terme, les actes restent assez éloignés des intentions affichées en juillet 2010. La réforme des retraites n'a pas suivi la même méthode puisque des solutions étaient écartées a priori, comme une augmentation des recettes.

Pas de scoop dans le livre de G. DUVAL mais une actualisation très utile et abordable des données d'une problématique politico-économique complexe, où il est toujours difficile de conserver des repères fiables pour la compréhension du monde dans lequel nous vivons.

Ceux qui pensent que l'Europe est faible et inefficace se trompent. L'auteur, un des penseurs visionnaires du Royaume-Uni, soutient la thèse que l'Europe est en train de façonner le Monde à son image.

Si l'Europe semble moribonde, c'est parce qu'elle est vue à travers le regard de l'Amérique. Mais les objectifs de l'Amérique sont sommaires et étriqués. Elle a beau soudoyer, faire pression ou imposer sa volonté partout dans le Monde, quand elle a le dos tourné, sa puissance s'évanouit. Les objectifs de l'Europe, eux, sont vastes, sa zone d'influence et ses valeurs s'étendent de l'Albanie jusqu'à la Zambie. Elle entraîne les autres nations dans son orbite plutôt qu'elle ne se définit contre elles et une fois celles-ci passées sous l'influence de ses lois et de ses coutumes, leur transformation est inévitable.

L'auteur considéré qu'il ne faut pas présenter l'Europe comme un écheveau de bureaucratie et de lois, mais comme un modèle révolutionnaire pour l'avenir.

Mark LEONARD

Pourquoi l'Europe dominera le 21e siècle
Plon – 2006 – 225 pages

ATTENTION = Ouvrage écrit en 2005, publié en 2006 en français

Lorsqu'on tape les mots « *Europe* » et « *crise* » sur le moteur de recherche Google, plus de quatre millions d'entrées apparaissent. Les journaux ont fait si souvent un usage conjoint de ces deux termes qu'ils sont devenus presque interchangeables : au cours des cinquante dernières années, il ne s'est guère passé un jour sans qu'on parle de divisions, de ratages, de chamailleries diplomatiques, bref d'un perpétuel sentiment d'échec. Mais les historiens ne voient pas les choses comme les journalistes. Eux parlent au contraire d'un continent doté de l'une des politiques étrangères les plus performantes que l'ont ait jamais vues. Ils déclarent que, en à peine un demi-siècle, la guerre entre puissances européennes est devenue impensable ; que les économies européennes ont rattrapé celle des USA, et que l'Europe a fait basculer successivement plusieurs Pays de la dictature dans la démocratie.

En se rapprochant et en partageant leur souveraineté pour la réalisation d'objectifs communs, les Pays de l'Union Européenne ont créé une nouvelle puissance à partir de rien. La révolution silencieuse qu'ils ont déclenchée va transformer le Monde.

Notre « *Réseau Europe* » n'est pas la résultante d'un plan prémédité. Il est le produit d'un compromis malaisé entre les visions traditionnelles d'un super-Etat européen et d'une zone de libre-échange européenne, mais aucune de ces deux visions n'est parvenue à obtenir un soutien unanime. Et tel ne sera jamais le cas. Au fur et à mesure que l'Europe se développera, il nous faudra accepter sa structure particulière et la réformer afin qu'elle fonctionne à notre avantage.

Le projet européen est fondé sur la volonté de dépasser le modèle de la politique du coup de force, où « *la raison du plus fort est toujours la meilleure* », pour créer un mode régi par l'autorité de la loi. A partir de cette volonté, les Européens ont inversé la plupart des règles de base concernant la souveraineté. Jusqu'à la création de l'Union Européenne, le concept d'indépendance nationale, de « *souveraineté* », était synonyme de protection contre toute ingérence extérieure, tout regard indiscret, de mise à distance des autres. Mais, au lieu de prémunir jalousement leur souveraineté contre toute ingérence externe, les Européens ont fait de l'intervention et de la surveillance réciproques la pierre angulaire de leur sécurité.

Le pouvoir de transformation de l'Europe vient de sa capacité à récompenser les réformateurs et à refuser des avantages aux traînants. Mais l'agression passive n'a aucune prise sur ceux qui ne veulent pas entrer dans le club des Pays respectueux du droit. Dans ce cas – relations extérieures de l'UE -, il est parfois nécessaire de recourir à la force, comme dans le cas de la crise des Balkans.

Si les USA sont le symbole suprême d'une culture fondée sur les droits et la richesse personnelle, l'Asie privilégie davantage l'idée de responsabilité et l'élaboration du bien public. Avec le « *consensus de Stockholm* », l'Europe offre une synthèse heureuse des deux systèmes, le dynamisme du libéralisme allant de pair avec la stabilité et le bien-être de la démocratie sociale. A mesure que le Monde s'enrichit et n'a plus comme seule visée la satisfaction des besoins élémentaires tels que l'alimentation, le logement et la santé, le mode de vie européen va devenir de plus en plus irrésistible.

Le plus grand cadeau de l'Europe, c'est le choix. La liberté de choisir son Pays, sa nourriture, son université, son travail et les débouchés pour ses produits.

Aujourd'hui, tous les Européens peuvent déguster le meilleur de la cuisine du continent sans se ruiner pour autant. La liberté de voyager pour son travail ou son loisir a élargi l'horizon de millions de personnes. Une adolescente enceinte de Dublin peut subir à Londres l'avortement qui est illégal chez elle. Un jeune homme d'affaires de Prague peut aller en France faire un MBA à l'INSEAD. Un couple gay de Budapest peut aller se marier à Copenhague. Une retraitée de l'Essex peut finir ses jours au bord d'une lagune sur la Costa Blanca.

L'expérience de l'Union Européenne a montré que, pour construire un nouvel ordre, il ne faut pas commencer par un projet constitutionnel de grande envergure mais susciter un intérêt à travailler de concert sur les problèmes urgents. En créant un ensemble de clubs qui se chevauchent pour traiter du commerce, de la prolifération nucléaire, du développement économique, des épidémies mondiales et du soutien aux Etats en difficulté, il sera peut-être possible un jour de les rassembler dans un cadre unique.

Mais est-ce vraiment nécessaire ?

Une fois lancée la dynamique de l'organisation régionale dans le Monde, de grandes puissances comme les USA seront inévitablement entraînées dans le processus d'intégration. Ces derniers freineront sans doute le processus mais ils ne pourront pas l'arrêter. En s'y opposant, ils se nuiront à eux-mêmes en incitant les clubs régionaux à s'organiser contre eux. Cependant, s'ils l'acceptent, ils rehausseront leur pouvoir et ainsi aideront à la naissance de ce nouvel ordre mondial. Avec la poursuite de ce processus, nous assisterons à l'émergence d'un « Nouveau siècle européen ». Non parce que l'Europe régira le Monde comme s'il s'agissait d'un empire, mais parce que la façon européenne de procéder deviendra celle du Monde entier.

Le plaidoyer de Mark LÉONARD est charpenté, argumenté, donnons lui en acte ; et espérons qu'il puisse encore l'écrire en 2025.

Renvois :

Pascal BONIFACE « *Comprendre le Monde* » NDL dans **FuturWest n°36**.

Hervé de CARMOY « *L'Éuramérique* » NDL dans **FuturWest n°26**.

Olivier GALLAND « *Valeurs et cultures en Europe* » NDL dans **FuturWest n°28**.

PhS

Il n'y aurait « pas d'alternative » à la société capitaliste ?...

L'ouvrage s'efforce, à partir d'expériences et de travaux multiples d'éclairer ... les points essentiels abordés : comment aujourd'hui échanger et évaluer équitablement hors du déséquilibre marchand ; comment travailler librement, hors de la sujétion salariale au capital ; comment financer l'activité hors de la prédation affairiste ; comment rémunérer valablement les apports de savoir, les services ; comment hors des affrontements concurrentiels et des spoliations oligopolistiques coopérer solidairement ; comment hors de l'arbitraire bureaucratique, réguler démocratiquement ; comment définir un projet d'activité à la fois efficient et justement rémunérateur ; comment instaurer entre, entre zones différentes, des échanges équitables pour tous.

A partir des structures coopératives, associatives, démocratiques existantes, l'auteur propose une avancée vers de nouvelles structures et fonctions, afin que l'économie et, plus largement, toute la société changent vraiment pour plus d'humanité.

Maurice DECAILLOT

L'économie équitable / Un nouveau projet de société
L'Harmattan - 2010 - 185 pages

Après une critique « bolchevique » de la société capitaliste, et la valorisation d'une mythique société primitive, l'auteur propose, pour tendre à la disparition de la société marchande et du salariat à « *une réelle transformation des modes d'échange en faveur de l'équité* ». Transformation qui nécessite de sortir des pratiques concurrentielles, et donc de l'organisation actuelle des échanges entre acteurs économiques.

Deux piliers dans cette approche : la conception théorique de la valeur-travail et un processus de transformation qui prend appui sur la création de nouvelles structures administratives dont les missions et procédures sont liées à l'échange de produits ou de services entre les partenaires économiques.

Au fondement, la conception théorique de la valeur-travail à partir de laquelle se définit le prix équitable. Valeur-travail reposant sur deux facteurs : « *L'évaluation des travaux, et par là des biens et des services qui en résultent, permet que chacun reçoive l'équivalent de ce qu'il apporte, ce qui assure à la fois la vie de chacun et l'assurance que chaque partenaire, et par là l'ensemble social, ainsi que l'ensemble des tâches assumées, se reproduit réellement.* » Et la distinction entre les procédés de fabrication « *la possibilité d'une comparaison des richesses créées entre procédés utilisés, permettant de distinguer les plus efficaces des autres.* » D'où la définition du prix équitable « *qui devrait refléter l'apport de richesse réelle fournie par l'auteur du travail, richesse dont la réalité devrait être attestée dans des conditions d'accord commun.* » Accord construit par comparaison avec la valeur moyenne : « *la valeur moyenne du produit individuel d'une zone constitue une référence pour l'ensemble des participants, car une personne productrice d'une richesse moyenne, qui échangerait avec l'ensemble des autres participants, ne gagnerait ni ne perdrait rien.* »

Agent de changement les structures : « *En d'autres termes ce sont les structures sociales réelles qui déterminent les critères formels et institutionnels d'action des partenaires, et non l'inverse... On exposera donc ici, avant de proposer des procédures pour l'action, le projet définissant les partenaires et leurs rôles et prérogatives.* » Notre auteur partenaire va donc, en totale cohérence, définir les structures sociales ! Suivent donc la définition de quatre grandes catégories de partenaires et de structures, ainsi qu'un certain nombre de procédures permettant l'articulation et le fonctionnement de cet ensemble. L'ouvrage manque cruellement d'un index des structures et des partenaires, d'autant qu'une évaluation approximative, faite d'un tel index, en montre environ 30, certains pouvant être

considérés comme existants mais la plupart étant à créer.

Pour illustrer portons un regard sur quelques structures.

Dans le domaine de la production un acteur essentiel l'UA –Unité d'activité professionnelle autogérée- considérée comme un acteur économique à part entière. Cette unité gèrerait « librement » et démocratiquement son organisation, sa gestion, son financement, sa stratégie et sa coopération avec tous ses partenaires en accord avec des règles générales et dans le cadre de structures communes. Les règles étant démocratiquement définies, ainsi que les procédures d'évaluation, les évolutions de processus pour plus d'efficacité, les nouveaux produits ou services, etc...Les financements étant assurés par le FMDG – Fonds mutualisé de Dotation Générale – ouvert aux membres de l'Association générale qui rassemblerait l'ensemble des personnes concernées par le Réseau et ayant vocation à terme à rassembler l'ensemble de la population de la Zone. Les membres de l'Association élisant un Comité de gestion ainsi qu'un Conseil de surveillance et un Conseil scientifique. La même démarche permettant au niveau de chaque UA l'élection d'un Comité de gestion « chargé de veiller à la mise en œuvre des projets d'activité adoptés démocratiquement par l'ensemble des membres et de réaliser les opérations techniques et les transactions nécessaires dans ce but, dans le respect des projets techniques, des indicateurs et des objectifs adoptés démocratiquement. » Chaque UA bénéficierait de l'appui du EES – Réseau d'appui à l'Economie équitable et solidaire – qui avec le concours des UC – Unité de gestion coopérative des Biens Communs – dont la mission serait régulièrement et démocratiquement renouvelées, apporteraient les moyens nécessaires, en fonds et en infrastructures professionnelles communes pour améliorer l'efficacité de l'Unité, « en proportion de la quantité à prix donné des produits de chacune. » L'information entre les UA circulant par l'intermédiaire de AA – Réseau d'appui à l'autogestion – qui informerait le IP – service commun d'information professionnelle – sur les effectifs, les moyens, résultats présents et prévus, recettes, stocks de produits et d'intrants, évolutions récentes et prévues. Le EES se manifesterait par des PEE – Place d'Echanges Equitables – qui sont localement représentées par leurs guichets et services et donneraient ainsi accès à l'AE – Arbitrage Démocratique Equitable – assurant le rôle d'un tiers arbitre de l'équité des transactions en termes de respect des procédures et des résultats. Son rôle allant de l'homologation des produits ou services pour une période définie, évitant ainsi « le déluge permanent d'innovations largement superfétatoires » qui déstabilise l'économie, au contrôle de la validité des prix pour des prestations dont la consistance a été reconnue. L'AA a aussi à traiter les contestations, prendre des dispositions correctives voir à prononcer des sanctions économiques...

Au plan financier le FMDG déjà cité à pour mission de mettre à « *la disposition de chacun des comptes bancaires professionnels et personnels requis... Cette dotation initiale... est assurée sous forme d'avance sans contrepartie équivalente, comme un dû de tous à chacun... chaque génération recevant de la précédente sa dotation, et de même assurant en contrepartie une dotation correspondante, y compris augmentée, à la génération suivante.* » Le fonds étant alimenté par les contributions des producteurs en fonction de la richesse produite par produit et par poste de travail.

Ce qui vient d'être décrit me semble suffisant pour donner l'esprit dans lequel sont définies les diverses structures ainsi que leurs missions.

Les procédures - mathématisées – (*uniquement au niveau des quatre opérations élémentaires*) font appel essentiellement à la règle de la moyenne arithmétique, montant moyen, production moyenne, activités moyennes, moyennes prévisionnelles,..toutes moyennes calculées pour un produit et par poste de travail. L'objectif étant d' « *équilibrer dans l'échange la richesse reçue par l'acquéreur et la richesse créée par le producteur, assurant leur viabilité.* »

Sur le même modèle seront réalisées les procédures concernant les services, les nouveaux produits ou services, la valorisation des savoirs contributifs,...et l'alimentation des fonds mutualisés. Ces derniers uniquement alimentés par les unités de production et d'activité [*plus de TVA !*] « *ne devront pas se déduire des résultats de leurs activités, mais s'ajouter à leur prix présentés aux utilisateurs finaux, bénéficiaires du même bon déroulement.* » Ces contributions fonctionneraient sous forme

d'un taux de contribution sur la valeur ajoutée additionné aux évaluations de résultats. L'évaluation se faisant par produit et par poste de travail, des correctifs pouvant être apportés en fonction des moyennes constatées dans chaque UA et des décisions démocratiques concernant les besoins en fonds mutualisés.

L'idée centrale étant que les différents prélèvements destinés à alimenter entre autres le FMDG ne déforment pas les structures de prix par enchaînement, d'où la nécessité de les asseoir sur la valeur ajoutée de chaque UA. Laquelle s'estime par rapport à la moyenne...

Le processus de définition des structures et des procédures s'étend aux zones et aux relations internationales. L'outil essentiel de transaction entre zones à monnaies différentes étant le taux de change qui « *afin d'assurer l'équité, s'établit au niveau de l'inverse du rapport entre les productivités moyennes de deux zones, c'est-à-dire le rapport entre le produit moyen par personne d'une zone... et celui de l'autre.* » Toutefois si des produits importés, grâce aux évaluations de leur utilité, de leur qualité, se trouvaient à concurrencer des produits d'UA de la zone importatrice, ils pourraient être soumis à une taxation supplémentaire conventionnelle, non dissuasive, limitatives, donnant la préférence aux produits locaux, voire à une taxation dissuasive en cas d'effet concurrentiel aggravé ou de déficit commercial de la zone...

J'avoue que l'ouvrage malgré ses souhaits d'équité ne m'a pas convaincu. Je ne crois pas à la vertu régulatrice et porteuse d'équité de la moyenne arithmétique. Je ne crois pas que l'enchaînement des procédures, fussent-elles démocratiques, soit porteur de créativité. Je suis sûr par contre que la multiplication des « *guichets* » en tous genres, des organismes de contrôle, d'évaluation, d'arbitrage, d'appui y compris financier, ne contribue ni à développer la responsabilité des acteurs, ni leur engagement vers un « *bien commun* ». Enfin, le grand absent de cette étude me semble être le temps ! Certes, il est question d'exercice pour les activités des UA, certes l'année est souvent l'unité sur laquelle se calculent les diverses moyennes. Mais où est l'évaluation des temps propres au fonctionnement démocratique pour définir les règles, les indicateurs, les stratégies, les objectifs, les moyens de productions, les coordinations, les demandes, les évaluations, les mesures, les contrôles, les sanctions, les taxes, les financements, etc. Sans parler de la gestion des files d'attente aux divers guichets, services, places. De la gestion des conflits entre les multiples partenaires encadrés par des contraintes démocratiques et pas nécessairement partagées et de toutes façon par définition démocratiquement évolutives, jusqu'à la contradiction. Et de la variabilité dans le temps court des désirs des différents acteurs, de leurs intérêts, et de leurs engagements et de leur nombre. Je ne crois pas que l'humain soit réductible à une quelconque arithmétique.

L'ouvrage - dont le titre devrait plutôt être : « *Pour une économie administrée par le suffrage* » se situe, pour moi, entre la novlangue de « *1984* » et l'organisation administrative de « *la maison qui rend fou* » dans les « *12 travaux d'Astérix* » - présente malgré une écriture alourdie par l'appareil mathématique qui le justifie, un intérêt indéniable : celui de faire réfléchir sur le risque technocratique qui accompagne trop souvent les bonnes intentions et les transforme en totalitarisme réducteur. Illustration fréquente au cours de l'histoire de l'énantiodromie, concept oublié mais bien connu des grecs de l'Antiquité pour qui il était la source principale de la tragédie.

JP

On pourrait penser que l'informatique et les sciences du vivant sont des domaines assez distincts, et pourtant depuis quelques années, les recherches à la croisée de ces disciplines ouvrent de voies diverses, surprenantes et très prometteuses.

La première partie de ce livre explique par exemple comment des chercheurs s'efforcent de comprendre les mécanismes naturels de l'apprentissage et de l'évolution pour concevoir des vaisseaux spatiaux plus autonomes et des systèmes industriels plus sûrs.

La deuxième partie décrit différents travaux de recherche qui contrôlent et utilisent des entités biologiques, comme de l'ADN, des bactéries ou des virus, pour construire des nanorobots, des virus affaiblis ou des circuits biologiques.

La troisième partie présente quatre architectures totalement révolutionnaires, qu'il s'agisse d'ordinateurs massivement parallèles orientés vers des problèmes de modélisation biologique ou cryptographique, ou d'ordinateurs analogiques, ou encore d'ordinateurs quantiques

Dennis SHASHA et Cathy LAZERE

Quand la vie remplace le silicium / Aux frontières de la bio-informatique

Dunod – 2011 – 210 pages

Cet ouvrage est une tentative de vulgarisation assez réussie des progrès scientifiques dans le domaine de la bioinformatique même si aucune définition ni étendue de la discipline en question n'est donnée.

Les auteurs ont construit le livre en trois parties similaires sur le plan de l'écriture, la construction narrative un rien répétitive, chacune des parties s'appuyant sur la biographie résumée et les travaux de recherche de scientifiques américains. Ces scientifiques sont tous des informaticiens travaillant ou ayant travaillé pour des laboratoires plus ou moins liés au gouvernement américain, la NASA, les prestigieux Laboratoires BELL, ce qui limite la portée de la démarche innovante entreprise par chacun d'eux. Sont-ils représentatifs de cette nouvelle science ? La bioinformatique est par contre clairement un enjeu scientifique pour le futur de l'informatique.

La démonstration l'influence de la biologie sur l'informatique du livre s'établit donc en trois temps :

La réflexion en biologie inspire de nouvelles façons de penser l'informatique à travers les notions d'apprentissage et d'évolution⁽¹⁾

Des entités biologiques comme l'ADN ou les cellules bactériennes peuvent remplacer le silicium⁽²⁾

Ce qui permet de repenser la physique sous-jacente au calcul, c'est à dire repenser l'architecture physique des ordinateurs⁽³⁾

⁽¹⁾ La première partie fournit des exemples de l'informatique adaptative et s'appuie sur les travaux de John Henry Holland, père des algorithmes génétiques (1975) et de ce qu'on appelle en informatique, les systèmes complexes dynamiques non linéaires. Ces algorithmes utilisent la notion de sélection naturelle pour obtenir une solution optimisée à un problème dont la solution est inconnue dans un temps raisonnable.

Sur ce concept et à partir de l'observation des insectes, Rodney BROOKS du MIT, a développé des robots avec une intelligence artificielle reposant sur un ensemble de compétences conçues de manière indépendante, ce qui leur permet de se déplacer en s'adaptant.

Glenn REEVES et Adrian STOICA, du Jet Propulsion Laboratory de la NASA, ont conçu des robots capables de se reconfigurer eux-mêmes grâce à des circuits analogiques qui utilisent une approche génétique. Ces travaux ont permis de concevoir le robot Sojourner envoyé sur Mars (1997).

Louis QUALLS, du National Laboratory d'Oak Ridge, utilise les cycles de base des algorithmes génétiques dans la conception de centrales nucléaires en milieux extrêmes. Tandis que Jake LOVELESS, en utilisant le langage K, un langage de haut niveau, est capable de développer des programmes génétiques évolutionnistes dans le domaine de l'ingénierie financière.

Nancy LEVESON, du MIT, développe des programmes avec une approche globale des systèmes complexes capable d'inclure les erreurs et les pannes et de les réparer dans les domaines du nucléaire et des missiles. Ces travaux ont des répercussions sur la conception de systèmes de sécurité performants.

⁽²⁾ La seconde partie est consacrée à la programmation du vivant, c'est à dire l'utilisation du matériel vivant pour obtenir le résultat d'un calcul.

Ned SEEMAN de l'Université de New-York a posé les bases des nanotechnologies ADN en essayant de fabriquer des cristaux programmés d'ADN à partir des jonctions de Halliday (*structure éphémère entre quatre brins d'ADN*). Grâce à cette technologie, il est capable d'obtenir des structures moléculaires en auto-assemblage et créer des petits robots.

Dans la continuité, Paul ROTHMUND, de Caltech, a créé des sortes d'origamis moléculaires en utilisant le système d'agrafes ADN. Il a résolu le problème du chemin hamiltonien grâce aux possibilités de calculs de l'ADN, déjà imaginés par Len Adleman en 1994. La programmation de l'auto-assemblage d'ADN lui permet également programmer des circuits imprimés portés par les structures d'ADN.

Steve KIENA, de l'Université de Stony Brook, a effectué la synthèse de virus affaiblis de la polio à partir de codons moins fréquemment utilisés par la cellule. Ce qui permet à la cellule d'avoir le temps d'avoir une réponse immunitaire adaptée. Kiena exploite les asymétries du code génétique, déterminées à l'aide d'algorithmes pour ralentir la production de protéines virales.

Gerald SUSSMAN du MIT, a été inspiré par la capacité des cellules à s'auto-organiser lors de l'embryogénèse pour concevoir des machines multi-parallèles. À l'aide de langages de programmation comme le lambda-calcul à l'origine du langage LISP et Scheme, il a construit des automates cellulaires et des bio-briques basés sur le fonctionnement des promoteurs de gènes et capables de réaliser des calculs.

Une de ses étudiantes, Radhika NAGPAL a repris le modèle des gradients chimiques émis durant l'embryogénèse permettant notamment le déploiement en trois dimensions d'un organisme, pour concevoir des objets proches des cellules, capables de mimer le façonnage et le pliage dans une sorte d'origami biologique. Elle est à l'origine d'un langage de programmation l'Origami Shape Language (OSL).

⁽³⁾ La troisième et dernière partie démontre la puissance du calcul analogique comparé au calcul numérique actuellement utilisé dans les ordinateurs dits numériques, en exploitant les processeurs multi-cœurs et la programmation multiparallèle. Le problème des ordinateurs numériques est qu'ils sont soumis au goulot d'étranglement de Von Neumann, c'est à dire le temps nécessaire pour faire communiquer les données entre le processeur et la mémoire.

Monty DENNEAU des laboratoires d'IBM, Yorktown, a conçu des machines petaflops (*un million de milliards d'opérations effectuées par seconde*) exploitant le traitement parallèle sur plusieurs processeurs disposés en unités de threads permettant entre autres de modéliser le pliage des protéines grâce à des langages appropriés comme le langage K.

David SHAW, s'est intéressé à la dynamique moléculaire des protéines, pour lequel il a conçu l'ordinateur Anton ou femtoscope parce qu'il est capable de calculer les modifications au niveau d'un groupe d'atomes de l'ordre de la femtoseconde [10-15].

Jonathan MILLS, Université d'Indiana, lui s'est attaqué à la résolution des équations différentielles partielles qui permettent la modélisation en physique quantique mais aussi les cours de la Bourse. Il a conçu un ordinateur analogique étendu capable de résoudre ces équations différentielles

à partir d'un matériau en général de la mousse dont les propriétés modélisent une grande variété d'équations différentielles (*sorte de traitement parallèle*).

Scott AARONSON au MIT développe des calculs en qubit ou bit quantique. Les bits numériques peuvent avoir une valeur de 0 ou 1, alors que le qubit peut avoir une valeur comprise entre -1 et +1. Les ordinateurs quantiques permettent une accélération exponentielle dans la résolution des équations polynomiales non déterministes dont dépend la taille du problème. Ses travaux ont des répercussions sur la physique moderne.

La conclusion du livre cite Richard FEYNMAN, père des nanotechnologies, qui en 1959 prédit que les cellules seraient capables de calculer. On comprend que l'informatique de demain, aujourd'hui prisonnière de son carcan numérique sera capable soit de s'inspirer du fonctionnement du vivant, soit d'utiliser le vivant pour exécuter des calculs de l'ordre du petaflops voir en exaflops.

On peut déplorer le manque de lien évident entre biologie et informatique dans certains exemples et dans la démonstration.

Renvois

Richard FEYNMAN « *Trois conférences* » ***, NDL parue dans **FuturWest n°28** ;

Bernadette BENSAUDE-VINCENT « *Les vertiges de la technoscience* », NDL parue dans **FuturWest n°34** ;

Bruno BONNELL « *Viva la robolution* », NDL parue dans **FuturWest n°38**.

Il nous arrive à tous de nous dire que nous vivons à la superficie de nous-mêmes, comme des automates, conditionnés par l'idée préconçue de qui nous sommes. Au-delà des apparences, Thierry JANSSEN nous invite à découvrir ce qui fait l'essence de notre humanité.

Inspiré par la pensée de la Chine et de l'Inde, influencé par les acquis de la psychologie humaniste de l'Occident, il nous propose d'apprivoiser les différents « personnages » qui vivent en nous. Nous apprenons alors à laisser tomber nos masques pour transformer nos peurs et abandonner nos défenses.

Thierry JANSSEN
Le travail d'une vie
Marabout – 2009 – 295 pages

Chirurgien défroqué, Thierry JANSSEN a un jour tourné le dos à une médecine jugée trop mécaniste pour partir à la recherche de l'Homme. A la croisée des psychologies occidentales et asiatiques, Il nous livre une interprétation systémique et simple de la nature humaine. Il ose apporter à l'interrogation sur l'humain et le divin sa propre réponse, iconoclaste. En nous remettant aux commandes de notre vie.

Selon l'auteur, nous sommes des êtres en souffrance depuis l'instant où nous avons été chassés du ventre maternel. Là nous vivions dans l'unité, ne sachant pas vraiment discerner intérieur ou extérieur, soi ou autrui. Nous étions dans l'instant, sans passé ni futur, hors l'espace, hors le temps. Cette unité, nous l'avons brutalement perdue à la naissance. Désormais, notre existence n'aura qu'un but : reconstruire notre unité, quête à laquelle nous consacrerons tous nos efforts...avec pour résultat de nous en éloigner toujours plus.

Car cette pulsion de réunification nous oblige à nous confronter au monde, lequel nous apparaît, logiquement, extérieur à nous et hostile. Au début, lorsque la faim, le froid ou tout autre inconfort nous mordent, nous pleurons, nous crions. Et nos parents nous donnent ce que nous percevons comme leur amour : le réconfort et la protection. Mais un jour, cela ne suffit plus, nous avons beau pleurer et crier, personne ne vient. Alors nous nous mettons en colère. Nos parents viennent à nouveau nous réconforter. Encore plus tard, nous découvrons qu'ils ne réagissent plus à notre colère, qu'il nous faut trouver autre chose. Nous sourions alors, avec à nouveau le résultat escompté. Cette première expérience de confrontation au monde nous a ainsi appris à élaborer des tactiques et des masques pour parvenir à nos fins.

Dès lors, nous nous présenterons au monde derrière notre Masque, croyant que ce truchement est le seul moyen d'éviter ses dangers, de nous y faire accepter, et au final d'en extraire les moyens de reconstruire notre unité.

L'auteur identifie trois Masques : l'amour (*Je t'aime pour que tu m'aimes / soumission / dépendance*) ; le pouvoir (*vie = combat, autrui = ennemi, contrôle/agression*) ; la sérénité (*pour cacher notre fuite devant les dangers du monde*).

Le Masque n'est toutefois que ce que nous présentons au monde d'une force vitale qui nous anime : celle du Séparateur. Ce dernier a pour but d'échapper à toute douleur et à toute frustration. Il renie donc l'enfant blessé en nous, erreur fondamentale. Nous refusant à reconnaître notre souffrance et notre colère natales, nous nous trahissons nous-mêmes. Considérant comme dangereux d'exposer à nous-mêmes et au monde les émotions et aspirations que nous jugeons négatives (*le Sac à Déchets de notre inconscient, thème repris de Robert BLY*), nous n'avons plus d'autre choix que la fuite en avant. Séparateur et Masque vont désormais enchaîner les expériences négatives, car mieux vaut encore

renforcer nos fausses croyances qu'affronter l'inconnu qu'elles dissimulent. C'est ainsi que nous consacrons notre vie à essayer d'échapper à notre souffrance, avec pour résultat de la renforcer.

Pourtant, reconnaître cette souffrance serait la condition première pour laisser enfin s'exprimer et agir notre autre source vitale : l'Unificateur, qui peut reconstruire notre unité à nous-mêmes et au monde. Et la beauté de notre condition humaine fait que l'avènement de l'Unificateur est préparé par les actions mêmes du Séparateur : la répétition des expériences négatives créées - et non subies - par le Séparateur et ses Masques renforce notre souffrance, jusqu'au moment où celle-ci devient si insupportable que nous nous sommes enfin prêts à reconnaître combien nos choix de vie ont été erronés...ou que, persistant dans nos fausses croyances, la maladie ne vienne à notre secours (!) en reportant sur le corps les tensions non résolues de notre psychisme. L'auteur effleure ici un thème qu'il traite dans un autre ouvrage, à partir des travaux de la physique quantique et vibratoire : notre corps physique possède une forme à la fois matérielle et vibratoire. Il est l'incarnation des vibrations de notre conscience, d'où le transfert possible des conflits psychiques au corps, sous forme de maladie.

Mais comment, face aux défenses longuement construites par le Séparateur et le Masque, donner sa liberté d'action à l'Unificateur ?

Un « *porteur* » est là pour nous conduire à lui : l'Observateur, capable de tout voir sans rien juger. Et tout d'abord, notre perfectionnisme, qui est la défense du Masque pour maintenir l'image que nous présentons au monde, pour assurer sa propre survie. Abandonner notre perfectionnisme est le premier pas vers la réunification. L'Observateur, bienveillant, nous apprend à déceler le Séparateur. Il nous montre combien notre Masque est transparent malgré ses artifices : chaque fois que nous blâmons notre imperfection, chaque fois que nous blâmons les autres, c'est le Masque qui parle.

L'auteur détaille encore la nature de nos blessures originelles : le rejet, l'abandon, l'humiliation, la trahison, l'interdiction d'être soi, et précise les activités qui nous permettent d'approcher l'unité : le contact avec la nature, l'art, la sexualité et la méditation.

Dieu ? Ce n'est pas Dieu qui a fait l'Homme à son image, mais l'inverse. La religion est la représentation, par l'Homme, du système Séparateur (*Satan*) - Masque - Unificateur (*Christ*) - Observateur. L'Homme peut ainsi contempler les démons et les anges qui le constituent, sans s'avouer qu'ils sont Lui. « *Dieu* » est séparation et union, les deux aspects de la force de vie : l'expérience de la séparation est nécessaire pour accéder à l'unité. Les religions occidentales, nées dans la clandestinité et la répression, ont logiquement développé les croyances du Séparateur et du Masque.

La psychanalyse : elle fait l'erreur d'oublier le corps dans son analyse. Son approche exclusivement intellectuelle crée des défenses mentales qui induisent un délai inutilement long dans la guérison des souffrances de l'enfance.

Thierry JANSSEN revient pour finir sur la nature énergétique, vibratoire de notre conscience, par laquelle la frontière entre un individu et le monde n'est peut-être pas aussi nette qu'il nous semble. Il s'interroge sur la limite de la vie physique, dès lors que la mort pourrait correspondre à un état différent de la conscience, ainsi que sur la réincarnation. Il évoque à ce titre ses propres expériences de vies antérieures, par régression sous hypnose.

Quelque déstabilisante que puisse être cette lecture, elle donne envie d'aller plus loin afin d'apprendre à lâcher prise, à s'accepter pour vivre en unité, ni dans l'illusion du passé ni dans celle du futur, mais dans la réalité de notre présent.

www.thierryjanssen.com

Les plantes OGM sont-elles l'une des grandes innovations de la fin du XXème siècle? Oui, répondent ceux qui prédisent qu'elles marqueront profondément le système alimentaire des cinquante prochaines années. Non, répliquent leurs opposants qui n'y voient que dangers et les vouent à une éradication totale sous la pression des citoyens du monde.

Que sont donc les OGM? Le fruit de manipulations qui échappent à ceux qui les pratiquent? Des bombes à retardement pour notre santé et notre environnement? Les meilleurs alliés de l'agriculture durable? Une solution, parmi d'autres, à la satisfaction des besoins alimentaires de l'humanité? Un enjeu politique, idéologique et économique ?

Pierre FEILLËT et alli
OGM, le nouveau Graal ? (Dialogue à quatre voix)
Belin – 2009 – 190 pages

L'auteur, scientifique lui-même, s'est prêté à un exercice à 4 voix en mettant des propos tout à fait vraisemblables dans la bouche de ses interlocuteurs virtuels. Il fait ainsi intervenir un écologiste, adversaire des OGM, un industriel, représentant de la filière des semences, favorable aux OGM, et un scientifique, sensé faire part des vues partagées par une bonne partie de la communauté scientifique, mais aussi ses certitudes comme ses doutes. Un journaliste joue le rôle de traducteur des perceptions de l'opinion publique.

Autant le dire tout de suite, l'exercice est courageux, original même, mais plus que risqué, tant le débat -ou plutôt la polémique- sur les OGM est miné de préjugés, d'apriori. On a ici affaire à des visions différentes et symétriques des enjeux liés au développement des OGM. Et malgré une mise à distance nécessaire, le lecteur averti ou non risque de rester sur ses questions de départ. L'auteur a du mal à ne pas présenter l'écologiste comme un exalté, l'industriel comme un rationnel rigoureux, un professionnel amateur de chiffres et le scientifique comme un expert compétent et nécessairement indépendant, mais prêt à « s'émerveiller » - tout comme l'industriel - devant les applications et plus encore les promesses des OGM. D'autres livres similaires* ont essayé de réunir autour d'une même table des tenants de positions tranchées et difficilement réconciliables. C'est dire si les débats à venir sur les OGM auront du mal à trouver plus de sérénité. Le livre apporte néanmoins de très nombreux éclairages sur les éléments du débat.

D'emblée sur la notion même d'OGM et leur définition, les avis divergent. Certains y voient une continuité dans la filiation des techniques séculaires de sélection et d'amélioration des plantes, d'autres par contre, comme les écologistes (*mais aussi certains juristes*) mettent en avant une rupture technologique, susceptible de franchir la barrière des espèces. En attendant, les OGM sont bien une réalité : plus de 114 millions d'ha, répartis sur 4 cultures majeures : le soja (60Mha), le maïs (35Mha), le coton (15Mha) et le colza (5Mha), selon les chiffres de l'ISAA, une instance elle-même controversée, dépendant des industries semencières. Des pays émergents comme la Chine (7 millions d'ha) ou l'Inde (3,7 millions d'ha) développent les surfaces en OGM, non sans résistances (*cas de l'Inde*). 12 millions d'agriculteurs en utilisent dans 23 pays du globe. Mais l'essentiel des OGM est cultivé dans 6 pays (USA, Argentine, Brésil, Canada, Inde, Chine) qui représentent à eux seuls 95% des surfaces (50% pour les seuls USA). C'est dans ces pays, souvent exportateurs, que la proportion de cultures OGM est la plus forte (elle atteint 64% aux USA). Sans préjuger de l'avenir, la quasi-totalité des OGM sont à ce jour résistants aux herbicides (75%) ou aux insectes ravageurs (15%), soit ils présentent ces 2 caractères.

Ces mêmes OGM sont mis sur le marché par quelques entreprises agrochimiques, comme la multinationale Monsanto (détenteur de 70% des brevets), qui fait figure de tête de proue et de tête de turc de tout débat sur les OGM, suivie par Dupont/Pioneer, Syngenta et le groupe coopératif français

Limagrain. L'Europe, dans sa grande majorité est peu représentée (1% des surfaces, surtout en Espagne), avec une opinion publique méfiante ou tout au moins réservée. Les réglementations ne sont pas encore homogènes au sein de l'UE. Ainsi, le maïs MON810 est interdit en France depuis l'instauration d'un moratoire depuis 2008, non sans réclamations des partisans de son autorisation, voire de certains scientifiques. Dans le même temps, les OGM se retrouvent en masse dans les produits importés comme le soja, largement utilisé en alimentation animale, sans que la loi n'oblige à en indiquer l'usage dans l'étiquetage des produits animaux, comme c'est le cas des productions végétales à destination de la consommation humaine (seuil de 0.9%).

Depuis la première tomate transgénique, on retrouve bien de nombreux OGM (et de plus en plus) à la fois dans les champs et surtout dans nos assiettes. Quels sont les risques des OGM ? Si la communauté scientifique dans sa très grande majorité semble mettre en avant leur innocuité, malgré l'absence de test de plus longue durée, (comme le recommande notamment le Criigen), les avis sont plus controversés sur les bénéfices réels éventuels, qui pourraient être obtenus pas des méthodes de sélection classiques. Les futurs OGM sont annoncés avec des qualités nutritionnelles supérieures. Les scientifiques eux-mêmes plaident ici pour une révision des procédures d'évaluation des risques, comme en matière de toxicité (allergènes) et d'impact sur l'environnement pour éviter et maîtriser les éventuelles apparitions de résistances (aux insecticides) et de mutations, voire le réveil de « gènes dormants ». Si les promoteurs des OGM plaident pour leur utilisation pour contribuer à éradiquer la faim dans le monde, ce ne pourrait être au plus qu'une partie de la solution. En l'état, elle apparaît même peu adaptée à résoudre les problèmes de culture et d'approvisionnement des pays et continents touchés, et en premier lieu l'Afrique et l'Asie.

Des recherches sur des céréales résistantes à la sécheresse, capables de fixer l'azote de l'air ou résistantes aux ravageurs pourraient changer la donne. Faute d'observations réellement indépendantes, les études d'impact sur l'environnement (trop peu nombreuses) font l'objet de controverses entre les industriels et les associations écologistes, les premiers vantant la réduction de l'usage des pesticides, aussi vite contestés par les adversaires. Et les pollutions accidentelles comme les contaminations croisées ou les pollutions géniques, plus fréquentes chez certaines espèces comme le colza, sèment le doute dans l'opinion et alimentent encore plus les réserves des consommateurs.

Les débats pour ou contre les OGM (qui devraient être conduits pour bien faire espèce par espèce) sont empêtrés dans des imbroglios juridiques, malgré l'existence de lois nationales ou de réglementations européennes difficiles à mettre en œuvre (ex. : coexistence, modalités d'assurance des risques éventuels, protection des cultures sans OGM comme l'agriculture biologique, certaines AOC ou labels). Et les experts appelés à la rescousse ont du mal à trancher des questions qui sont le plus souvent d'essence politique. D'où les malentendus permanents entre les décisions d'Etats et les acteurs économiques, mais aussi les écologistes, chacun faisant appel à ses propres armes pour trancher les contentieux ou débloquer la situation.

Mais le débat aurait intérêt à se positionner d'emblée sur le terrain des enjeux, où les citoyens-consommateurs auraient plus facilement leur mot à dire. Ce livre aura le mérite d'inviter chacun à clarifier ses arguments comme ses intérêts catégoriels. Ce n'est déjà pas si mal...De là à clore une controverse bien ancrée dans l'opinion, même les scientifiques ne peuvent conclure.

Pierre FEILLET est ancien directeur de recherche de l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), membre de l'Académie des technologies et de l'Académie d'agriculture de France, par ailleurs auteur de nombreux livres sur la nourriture.

**Les OGM à l'épreuve des arguments. Sylvie BERTHIER, Valérie PÉAN. Édition Quae. 2011
Les OGM, un impossible débat ? La Société des agriculteurs de France, l'association Débats et échanges sur les biotechnologies en agriculture (Deba) et la Mission Agrobiosciences ont relevé le défi en organisant un dialogue entre plusieurs contradicteurs.*

MEMOIRES DU FUTUR suite

OGM : quels risques ? Jacques TESTART, Yves CHUPEAU. Editions Prométhée.

Débat entre Jacques TESTART, le père scientifique du premier bébé-éprouvette français (collaborateur régulier au Monde et au Monde diplomatique) et Yves CHUPEAU qui dirige le centre INRA de Versailles. Yves CHUPEAU est un expert reconnu des cultures in vitro des cellules végétales est l'auteur de nombreux articles sur les OGM.

RM

<i>FERRY Luc (Direction)</i>	<i>Querelles écologiques et choix politiques</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>LECLABART Vincent</i>	<i>Vendre des salades sans en raconter</i>	<i>Rocher</i>
<i>KORNEICH Charles</i>	<i>Une histoire des plaisirs humains</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LUMINET Jean-Pierre</i>	<i>Illuminations (Cosmos & Ethique)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>ELIOT Lise</i>	<i>Les neurones ont-ils un sexe ?</i>	<i>R. Laffont</i>
<i>ROUET Gilles</i>	<i>Citoyennetés et nationalités en Europe</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>LE ROY-LADURIE Emmanuel</i>	<i>Les fluctuations du climat (Mil => 21e siècle)</i>	<i>Fayard</i>
<i>BELLERINI Daniel</i>	<i>Les biocarburants</i>	<i>Technip</i>
<i>LORANT Guy</i>	<i>Itinéraire d'un citoyen qui se demande si</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>McCANDLESS David</i>	<i>Datavision</i>	<i>R. Laffont</i>
<i>CAUDRON Hervé</i>	<i>Philosophes ou marchands de sérénité ? (Opium)</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BAILLY Philippe</i>	<i>Pour en finir avec l'exception culturelle (française)</i>	<i>Atlande</i>
<i>VICTOR Jean-Christophe</i>	<i>Les dessous des cartes (géopolitiques)</i>	<i>Tallandier</i>
<i>MOREAU Elise</i>	<i>Tout beau-tout bio, l'envers du décor</i>	<i>L'aube</i>
<i>POLANYI Karl</i>	<i>La subsistance de l'homme</i>	<i>Flammarion</i>
<i>RIOUFOL Ivan</i>	<i>De l'urgence d'être réactionnaire</i>	<i>PUF</i>
<i>OUDOT Dominique</i>	<i>La ville et ses périphéries</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>SMOUTS Marie-Claude</i>	<i>Les organisations internationales</i>	<i>A. Colin</i>
<i>BATTIAU Michel</i>	<i>L'enjeu industriel dans le Monde</i>	<i>Ellipses</i>
<i>RAY Olivier</i>	<i>le grand chambardement (social mondial)</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>DELAGRANGE Gilbert</i>	<i>Le citoyen et le système politique</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FIJALKOW Yankel</i>	<i>Sociologie du logement</i>	<i>Découverte</i>
<i>GUERIN Isabelle</i>	<i>Femmes, économie et développement</i>	<i>IRD</i>
<i>MARECHAL Jean-Paul</i>	<i>Chine-USA, le climat en jeu</i>	<i>Choiseul</i>

BIBLIOGRAPHIE / WEB

suite

<i>GOUNOT André</i>	<i>Les usages politiques du Football</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>OCDE</i>	<i>Future Prospects for Industrial Biotechnology</i>	<i>OCDE</i>
<i>LEBARON Frédéric</i>	<i>Les indicateurs sociaux au 21e siècle</i>	<i>Dunod</i>
<i>SERIEYX Hervé</i>	<i>Aux actes citoyens : de l'indignation à l'action</i>	<i>Maxima</i>
<i>ASKENAZY Philippe</i>	<i>Le partage de la valeur ajoutée</i>	<i>Découverte</i>
<i>GNESOTTO Nicole</i>	<i>L'Europe a-t-elle un avenir stratégique ?</i>	<i>A. Colin</i>
<i>TERTRAIS Hugues</i>	<i>La Chine et la mer</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>FOURNIER Laurent</i>	<i>La fête au village</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BERTHOZ Alain</i>	<i>La simplicité</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>LASSARE Dominique</i>	<i>La psychologie sociale appliquée à l'économie</i>	<i>De Boeck</i>
<i>BOURG Dominique</i>	<i>Pour une 6e république écologique</i>	<i>O. Jacob</i>
<i>SEILER Daniel-Louis</i>	<i>Clivages et familles politique en Europe</i>	<i>U de Bruxelles</i>
<i>BROOKS Michael</i>	<i>The secret anarchy of science</i>	<i>Profile Books</i>
<i>LISARELLI Diane</i>	<i>Encyclopédie de la Web culture</i>	<i>R. Laffont</i>
<i>COULOMBEL Alain</i>	<i>L'entreprise et le temps</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>CHARLES Monique</i>	<i>Apologie du doute</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>ZOBERMAN Yves</i>	<i>Une histoire du chômage</i>	<i>Perrin</i>
<i>BUHIER Pierre</i>	<i>La puissance au 21e siècle</i>	<i>CNRS</i>
<i>DERVIN Fred</i>	<i>Les impostures interculturelles</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>AMGHAR Samir</i>	<i>Le salafisme aujourd'hui</i>	<i>Michalon</i>
<i>HANSEN Jean-Pierre</i>	<i>Energie / Economie et politiques</i>	<i>De Boeck</i>
<i>ONFRAY Michel</i>	<i>La construction du surhomme</i>	<i>Grasset</i>
<i>MIQUET-MARTY François</i>	<i>Les oubliés de la démocratie</i>	<i>Michalon</i>
<i>MARCHAL Hervé</i>	<i>Les grandes questions sur l'urbain et la ville</i>	<i>PUF</i>

**BIBLIOGRAPHIE / WEB**
suite

<i>HENRY Alexandre</i>	<i>La privatisation de la sécurité</i>	<i>L'Harmattan</i>
<i>BADIE Bertrand</i>	<i>Nouveaux acteurs, nouvelles donnes (2012)</i>	<i>Découverte</i>
<i>LENTON Tim</i>	<i>Revolutions that made the Earth</i>	<i>Oxford</i>
<i>GHERSI Gérard</i>	<i>Le système alimentaire mondial</i>	<i>QUAE</i>
<i>KAISER David</i>	<i>How the hippies saved physics</i>	<i>Norton</i>
<i>GUILLOU Marion</i>	<i>Neuf milliards d'hommes à nourrir</i>	<i>Bourin</i>

www.eutelsat.com	<i>Test HD via satellite en Côte d'Armor</i>
www.planete-energies.com	<i>Une initiative de Total</i>
www.eu-watch.org	<i>Ressources mondiales en eau</i>
www.lecerveauattentif.fr	<i>Bases cérébrales de l'attention (blog ...)</i>
www.wassila.fr	<i>Site Casino de l'alimentation halal</i>
www.moonsociety.org	<i>Ceux qui veulent retourner sur la Lune</i>
www.marssociety.org	<i>Ceux qui veulent aller directement sur Mars</i>
www.audit-citoyen.org	<i>Collectif pour un audit citoyen de la dette publique</i>
www.hendrix-genetics.com	<i>Spécialiste néerlandais en génétique animale</i>
www.cheezburger.com	<i>Kits informatiques pour LOLcat</i>
www.tnova.fr	<i>Think tank ... à la française</i>
www.institutmontaigne.org	<i>Idem</i>
www.jean-jaures.org	<i>Idem</i>
www.fondapol.org	<i>Idem</i>
www.fondation-copernic.org	<i>Idem</i>
www.ifrap.org	<i>Idem</i>
www.village-vertical.org	<i>Vivre dans un village vertical (Propriétaire ET locataire)</i>
www.citepa.org	<i>CITEPA (Pollution atmosphérique)</i>
www.pbs.org/wnet/brain	<i>Zones du cerveau leurs fonctions (3D)</i>
www.simbolmaterials.com	<i>Société US / Extraction carbonate de lithium</i>
www.melodi-online.eu	<i>Risques liés aux faibles doses d'irradiation</i>
www.thumbsupworld.co.uk	<i>Cool and innovative gadgets. Yes, indeed !</i>